

A portrait of a man with a beard and mustache, looking upwards and to the right. He is wearing a white shirt and a dark jacket. The background is a blurred landscape with green trees and a church spire in the distance.

ARNAUD
GAGNE

POUR UNE
FRANCE QUI
GAGNE
2027

*La France
de tous les Français*

PRÉSIDENTIELLE 2027 · ARNAUD GAGNE

LE PROGRAMME GOUVERNEMENTAL

26 CHAPITRES, 194 MESURES, UN MODE D'EMPLOI

Ce document est le programme complet. Il accompagne **le contrat présidentiel**, un document de 20 pages qui prend 12 engagements. Ici, chaque engagement est décomposé en mesures, chaque mesure a un coût, un calendrier, un véhicule juridique et une explication en langage courant.

**Protéger ce qui compte. Libérer ce qui fonctionne.
Réparer ce qui ne fonctionne plus. Et rendre des
comptes sur les résultats.**

EN CLAIR

Sous chaque mesure, une phrase qui dit ce que ça change pour vous, sans jargon.

IMPACT

Ce que la mesure vise. Précédé de $\approx$, c'est une estimation ; sinon, un engagement de moyens.

COÛT / ÉCONOMIE

En rouge : ce que ça coûte. En vert : ce que ça rapporte ou économise. « Coût 0 » : une mesure de loi ou de décret à coût budgétaire net faible.

QUI DÉCIDE

FRANCE le gouvernement seul, par décret.

PARLEMENT une loi est nécessaire. **EUROPE** une négociation européenne ou internationale est nécessaire.

VÉHICULE

Décret, loi, loi de finances, loi de financement de la Sécurité sociale, loi organique, Constitution, négociation européenne.

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

Badge rouge : la mesure fait partie d'un des 12 engagements du contrat. Les autres sont des mesures d'application.

CUMUL MANDAT

Coût total sur 2027-2032, calculé à partir du calendrier de montée en charge de la mesure.

CE QUI EXISTE DÉJÀ

Quand une mesure prolonge une loi votée, c'est écrit. Le programme compte ce qui est additionnel par rapport au droit au 31 décembre 2026.

Douze indicateurs nationaux seront publiés chaque trimestre : pouvoir d'achat; école; santé; justice; sécurité; emploi ; logement; handicap; enfance; écologie; administration; budget. Ils sont détaillés en annexe. Nous corrigerons le programme quand les chiffres changent.

26 CHAPITRES

I	INSTITUTIONS & DÉMOCRATIE	12 mesures
----------	--------------------------------------	------------

II	PLAN FRANCE 2040	8 mesures
-----------	-------------------------	-----------

III	POUVOIR D'ACHAT	5 mesures
------------	------------------------	-----------

IV	TRAVAIL & EMPLOI	10 mesures
-----------	-----------------------------	------------

V	ENTREPRISE & COMPÉTITIVITÉ	6 mesures
----------	---------------------------------------	-----------

VI	ÉDUCATION & FORMATION	6 mesures
-----------	----------------------------------	-----------

VII	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR & RECHERCHE	6 mesures
------------	---	-----------

INSTITUTIONS & DÉMOCRATIE

La Ve République a été écrite en 1958 pour un homme, le général de Gaulle, et pour une époque, la guerre d'Algérie. Abstention aux législatives 2022 : 53%. Le 49.3 a été utilisé 23 fois en 16 mois par un seul gouvernement. Au second tour de la présidentielle 2022, 2,2 millions de bulletins blancs n'ont compté pour rien. La France est le seul grand pays européen sans aucune dose de proportionnelle. Les Français ne se sentent plus gouvernés par eux-mêmes, et ils ont raison.

COMMENT ON MESURE

Participation aux législatives ; référendum constitutionnel tenu en année 2 ; part de bulletins blancs comptabilisés

SOURCES DU CONSTAT

Conseil constitutionnel, ministère de l'Intérieur (résultats électoraux), Assemblée nationale (usage du 49.3)

1.1

Convention constituante (parlementaires, citoyens tirés au sort, Conseil d'État) chargée de rédiger la VIe République en 12 mois ; projet déposé selon l'article 89 et soumis aux deux chambres ; en cas de double refus du Sénat, référendum direct sur l'organisation des pouvoirs publics (article 11, précédent de 1962)

EN CLAIR · On écrit une nouvelle Constitution avec des élus, des citoyens tirés au sort et des juristes, puis on vous demande de voter pour ou contre. Si le Sénat bloque deux fois, on passe par le référendum direct de l'article 11, comme en 1962.

Fin de la monarchie présidentielle, texte complet et non slogan

150 M€ (organisation) Années 1-2

PARLEMENT

CONSTITUTION

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 0,1 M€

1.2

Scrutin proportionnel aux législatives, seuil de 5%, prime de 15% des sièges à la liste arrivée en tête

EN CLAIR · Aux législatives, chaque parti a un nombre de députés proportionnel à ses voix. Le parti arrivé en tête reçoit un bonus de sièges pour pouvoir gouverner.

Chaque voix compte, stabilité gouvernementale préservée

Coût 0 Année 1

PARLEMENT

LOI ORGANIQUE

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

1.3

Vote blanc comptabilisé dans les suffrages exprimés. S'il arrive en tête au 1er tour d'une présidentielle, l'élection est annulée et les candidats ne peuvent se représenter

EN CLAIR · Voter blanc compte comme un vrai vote. Si le blanc gagne, on annule et on recommence avec d'autres candidats.

Le refus devient un vote

Coût 0 Année 1

PARLEMENT

CONSTITUTION

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

1.4

Suppression du 49.3. Le Parlement maîtrise 50% de son ordre du jour

EN CLAIR · Le gouvernement ne peut plus faire passer une loi sans vote des députés.

Fin du passage en force

Coût 0 Année 1

PARLEMENT

CONSTITUTION

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

INSTITUTIONS & DÉMOCRATIE

1.5

Référendum d'initiative citoyenne : 1 million de signatures vérifiées déclenchent un référendum dans l'année (hors droits fondamentaux)

EN CLAIR · Si un million de citoyens signent une demande, un référendum est organisé dans l'année.

Les Français décident directement

50 M€/an Année 1

PARLEMENT

CONSTITUTION

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 0,2 MD€

1.6

Non-cumul strict : un seul mandat, une seule fonction exécutive, trois mandats successifs maximum dans une vie

EN CLAIR · Un élu ne peut plus cumuler plusieurs postes ni rester plus de trois mandats de suite.

Renouvellement des élus

Coût 0 Année 1

PARLEMENT

LOI ORGANIQUE

1.7

Réduction de 30% du nombre de parlementaires : 400 députés, 240 sénateurs

EN CLAIR · Moins de députés et de sénateurs : 400 et 240 au lieu de 577 et 348.

Un Parlement plus efficace, moins coûteux

100 M€/an (économie) Année 2

PARLEMENT

LOI ORGANIQUE

1.8

Assemblée citoyenne permanente de 150 personnes tirées au sort, avis obligatoire et public sur chaque loi de finances et chaque révision constitutionnelle

EN CLAIR · 150 citoyens tirés au sort donnent un avis public sur chaque budget et chaque grande réforme.

La voix des Français ordinaires dans la loi

20 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI

CUMUL MANDAT 0,1 MD€

1.9

Mandat présidentiel unique de 6 ans, non renouvelable

EN CLAIR · Le président est élu pour six ans, une seule fois. Il gouverne au lieu de préparer sa réélection.

Un président qui gouverne au lieu de faire campagne

Coût 0 Année 1

PARLEMENT

CONSTITUTION

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

INSTITUTIONS & DÉMOCRATIE

1.10 Sénat transformé en Chambre des territoires : élus locaux, outre-mer et citoyens tirés au sort, veto suspensif sur toute loi touchant les collectivités

EN CLAIR · Le Sénat devient la chambre des maires, des régions et de l'outre-mer, avec un droit de veto sur ce qui les concerne.

Les territoires ont une vraie voix

Coût 0 Année 2

PARLEMENT

CONSTITUTION

1.11 Transparence totale : agenda, dépenses, votes et rencontres de chaque élu et ministre en open data temps réel

EN CLAIR · Vous pouvez voir en ligne, en temps réel, l'agenda, les dépenses et les votes de chaque élu et ministre.

Fin de l'opacité

10 M€ 100 jours

FRANCE

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

1.12 Inéligibilité de 10 ans prononcée par le juge, minimum sauf motivation spéciale, pour toute condamnation définitive pour atteinte à la probité, violences ou infraction sexuelle ; casier vierge de ces infractions exigé pour toute candidature

EN CLAIR · Un élu condamné pour corruption, violences ou agression sexuelle ne peut plus se présenter pendant dix ans.

Fin des élus condamnés qui se représentent

Coût 0 Année 1

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

PLAN FRANCE 2040

De 1946 à 2006, la France a eu un Commissariat général du Plan. Le nucléaire, le TGV, Airbus, les autoroutes, le programme spatial : tout vient de plans à quinze ans qui ont survécu aux alternances. Depuis, chaque président gouverne pour cinq ans et le suivant défait. La Chine planifie à quinze ans, les États-Unis mettent 370 milliards de dollars dans l'IRA, l'Allemagne vote un fonds de 500 milliards sur douze ans. La France n'a plus de vision au-delà du prochain budget. Le Haut-Commissariat au Plan recréé en 2020 n'a ni pouvoir ni budget.

COMMENT ON MESURE

Part de l'industrie dans le PIB ; jalons des dix objectifs tenus ; investissement public du Fonds Plan 2040 exécuté

SOURCES DU CONSTAT

France Stratégie, INSEE (industrie 11% du PIB), Commissariat général du Plan 1946-2006 (archives), Cour des comptes

2.1 Plan France 2040 : dix objectifs à quinze ans soumis au même référendum que la Constitution, donc placés au-dessus des alternances (énergie 100% décarbonée, industrie à 15% du PIB, R&D à 3%, souveraineté alimentaire, réseau ferroviaire, eau, dépendance, défense, IA, démographie)

EN CLAIR · Dix grands objectifs pour la France à quinze ans, votés par référendum. Un gouvernement suivant ne peut pas les annuler sur un coup de tête.

Une vision qui survit aux élections

Coût 0 (référendum commun) Année 2

PARLEMENT

CONSTITUTION

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

2.2 Une loi de programmation à quinze ans par objectif, votée en année 2, avec jalons publics tous les trois ans

EN CLAIR · Pour chaque objectif, une loi qui fixe le calendrier sur quinze ans, avec un point d'étape tous les trois ans.

Chaque objectif a un calendrier opposable

Coût 0 (législatif) Année 2

PARLEMENT

LOI

2.3 Un commissaire par objectif, nommé pour dix ans, non révocable sauf faute, auditionné chaque année par le Parlement et l'assemblée citoyenne

EN CLAIR · Un responsable par objectif, nommé pour dix ans, qui rend des comptes chaque année devant le Parlement.

Une personne responsable, pas un ministère de passage

50 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI

CUMUL MANDAT 0,2 MD€

2.4 Budgets des plans sanctuarisés hors annualité budgétaire : un gouvernement peut ralentir ; annuler un objectif exige un vote du Parlement aux trois cinquièmes ou un référendum

EN CLAIR · L'argent des grands projets ne peut plus être coupé pour boucler un budget. Pour annuler un objectif, il faut les trois cinquièmes du Parlement ou un référendum.

Fin du stop-and-go

Coût 0 (loi organique) Année 2

PARLEMENT

LOI ORGANIQUE

PLAN FRANCE 2040

2.5 Commissariat général au Plan rétabli avec pouvoir d'avis conforme sur tout investissement public de plus de 500 M€

EN CLAIR · Le Plan revient, avec un vrai pouvoir : aucun investissement public de plus de 500 millions sans son accord.

Cohérence des grands choix

30 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI

CUMUL MANDAT 0,1 MD€

2.6 Préférence européenne et souveraineté productive : contrôle des investissements étrangers durci, interdiction de cession des actifs stratégiques, critères de résilience et de contenu européen dans la commande publique, régime d'aides d'État négocié à Bruxelles pour subventionner l'industrie comme le font les États-Unis et la Chine

EN CLAIR · On protège nos entreprises stratégiques des rachats étrangers, on achète européen dans les marchés publics, et on obtient de Bruxelles le droit de subventionner l'industrie comme les Américains et les Chinois.

Réindustrialisation de 11% à 15% du PIB en 2040

Coût 0 (réglementaire et UE) Années 1-3

EUROPE

NÉGOCIATION EUROPÉENNE

2.7 Fonds Plan 2040 : 10 Md€ par an d'investissement public dans les dix objectifs, financé par 2 Md€ de cession immobilières et 8 Md€ d'emprunt dédié, comptabilisé dans le déficit et la dette au sens européen, présenté e tranche d'investissement distincte

EN CLAIR · 10 milliards par an investis dans les dix objectifs. C'est de la dette, on le dit, mais de la dette qui construit des centrales, des lignes et des usines, pas des dépenses de fonctionnement.

L'investissement **10 Md€/an (tranche investissement, comptée dans le déficit)** Années
long affiché, pas
caché

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 40,0 MD€

2.8 Bilan public du Plan tous les trois ans par la Cour des comptes et l'assemblée citoyenne, avec vote du Parlement sur la poursuite, la correction ou l'arrêt de chaque objectif

EN CLAIR · Tous les trois ans, la Cour des comptes et des citoyens tirés au sort disent si chaque objectif avance. Le Parlement vote : on continue, on corrige ou on arrête.

Rendre des comptes à quinze ans comme à cinq

Coût 0 Années 4, 7, 10

PARLEMENT

LOI

POUVOIR D'ACHAT

Un salarié au SMIC perd ~22% de son salaire brut avant même de toucher sa fiche de paie. Un indépendant passe 15 jours/an à gérer sa paperasse fiscale. Le panier moyen alimentaire a augmenté de 21% entre 2022 et 2025.

COMMENT ON MESURE

Gain net mensuel médian des bénéficiaires ; part des ménages sous le seuil de pauvreté après transferts

SOURCES DU CONSTAT

INSEE (comptes des ménages), DGFIP, Cour des comptes (revue des taxes à faible rendement)

3.1 Réduction de cotisations salariales équivalente à 150€ net par mois maximum sous 1,5 SMIC, intégralement compensée aux organismes sociaux par l'État

EN CLAIR · Si vous gagnez moins de 2 700 € brut, vous touchez jusqu'à 150 € de plus par mois sur votre fiche de paie. Vos droits à la retraite et à la Sécu ne changent pas.

+150€ net/mois pour 5 M de salariés

9 Md€/an Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 45,0 Md€

3.2 Plafonnement des frais bancaires à 50€/an (vs ~220€ en moyenne)

EN CLAIR · Votre banque ne peut plus vous facturer plus de 50 € par an de frais de tenue de compte et d'incidents.

170€/an rendus à 10M de ménages

Coût 0 (régulation) Année 1

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

3.3 TVA à 5,5% sur une liste précise de produits d'hygiène et d'énergie domestique compatibles avec la directive TVA européenne

EN CLAIR · Couches, protections hygiéniques, savon, bois de chauffage et gaz domestique passent à 5,5% de TVA.

≈ -8% sur le panier courant concerné

3 Md€/an Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 15,0 Md€

3.4 Indexation automatique et permanente des tranches de l'impôt sur le revenu (aujourd'hui décidée chaque année en loi de finances)

EN CLAIR · Le barème de l'impôt sur le revenu suit l'inflation automatiquement : vous ne payez pas plus d'impôt parce que les prix ont monté.

Fin de la hausse d'impôts invisible

1 Md€/an Année 2

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 4,0 Md€

3.5 Suppression progressive des 192 taxes à faible rendement identifiées par l'Inspection générale des finances (moins de 150 M€ chacune, 5 Md€ au total)

EN CLAIR · On supprime peu à peu 192 petites taxes qui rapportent moins qu'elles ne coûtent à collecter.

TRAVAIL & EMPLOI

Taux de chômage : 7,4%. Dans le même temps, 500 000 offres d'emploi ne trouvent pas preneur. 1,9 million d'allocataires du RSA, avec en moyenne un conseiller pour 300 personnes. La durée maximale d'indemnisation est déjà de 18 mois sous 55 ans, le contrat d'engagement avec 15 heures d'activité existe déjà, l'aide à l'apprentissage est déjà recentrée : les réformes de guichet ont été faites. Ce qui manque, c'est l'accompagnement réel et l'incitation à travailler.

COMMENT ON MESURE

Emploi durable à 12 mois des sortants du chômage et du RSA ; ratio conseiller/demandeur ; délai moyen de retour à l'emploi

SOURCES DU CONSTAT

DARES, Unédic, France Travail, Cour des comptes (RSA)

4.1

Dégressivité de 30 % après 12 mois d'indemnisation étendue aux salaires supérieurs à 2 SMIC (seuil actuel : 4 500 € brut)

EN CLAIR · Au-dessus de 3 600 € brut, l'allocation chômage baisse de 30 % après un an. Aujourd'hui ce seuil est à 4 500 €.

Retour à l'emploi accéléré pour les cadres

800 M€/an (économie) Année 1

FRANCE

DÉCRET

4.2

Cumul intégral de l'allocation chômage avec des revenus d'activité (salaire ou création d'entreprise) jusqu'au salaire de référence, sans l'abattement actuel de 70 %, pendant 12 mois maximum, l'employeur cotisant sur le différentiel pour éviter la trappe à bas salaires

EN CLAIR · Si vous retrouvez un travail moins payé ou créez votre boîte, vous gardez votre allocation chômage jusqu'à votre ancien salaire, pendant un an. Votre employeur cotise sur la différence, pour qu'il ait intérêt à vous augmenter.

Le **1 Md€/an brut (retour à l'emploi accéléré compté au scénario central)** Ar
chômeur
qui
travaille
gagne
plus que
celui qui
attend

FRANCE

DÉCRET

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 5,0 MDE

4.3

Accompagnement RSA : un conseiller pour 50 allocataires (300 aujourd'hui), les 15 heures d'activité déjà obligatoires réellement contrôlées

EN CLAIR · Chaque personne au RSA a un conseiller qui suit 50 personnes au lieu de 300. Les 15 heures d'activité déjà prévues sont vraiment vérifiées.

≈ Sortie de la
trappe à
inactivité, 100
000 retours à
l'emploi

1 Md€/an (1,5 Md€ d'économies attendues, comptées au scénario central) Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

4.4

Aide à l'apprentissage conditionnée au maintien en emploi 6 mois après la fin du contrat

EN CLAIR · L'entreprise ne touche l'aide à l'apprentissage que si elle garde l'apprenti six mois

TRAVAIL & EMPLOI

4.5 Bourse nationale des métiers en tension : formation gratuite de 3 à 9 mois avec garantie d'embauche signée par l'employeur

EN CLAIR · Vous voulez devenir soudeur, aide-soignant, chauffeur ? Formation gratuite et embauche garantie à la sortie par un employeur qui s'engage.

≈ 100 000 emplois non pourvus comblés par an

500 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 2,5 MD€

4.6 France Travail : un conseiller pour 80 demandeurs maximum, objectifs de placement publics par agence

EN CLAIR · Un conseiller France Travail ne suit pas plus de 80 demandeurs d'emploi. Chaque agence publie ses résultats.

Un vrai service public de l'emploi

800 M€/an Années 1-3

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 3,2 MD€

4.7 Prime de partage de la valeur obligatoire dans toute entreprise de plus de 50 salariés qui verse des dividendes

EN CLAIR · Une entreprise de plus de 50 salariés qui verse des dividendes doit aussi verser une prime à ses salariés.

Le travail rémunéré quand l'entreprise gagne

Coût 0 Année 1

PARLEMENT

LOI

4.8 Droit à la semaine de 4 jours à durée égale (35 heures en 4 × 8h45) à la demande du salarié, refus motivé par l'employeur, sur le modèle belge de 2022 ; expérimentation 32 heures limitée à la fonction publique sur volontariat avec mesure de productivité publiée

EN CLAIR · Vous pouvez demander à faire vos 35 heures sur 4 jours (8h45 par jour). L'employeur ne peut refuser qu'avec une raison écrite.

Souplesse sans réduire le travail

Coût 0 Année 2

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

4.9 Compte épargne-temps universel : transférable d'un employeur à l'autre, utilisable pour se former, se reconvertir ou partir plus tôt

EN CLAIR · Vos jours de RTT et de congés non pris vous suivent quand vous changez d'employeur et servent à vous former ou à partir plus tôt.

Liberté sur son temps de travail

200 M€/an Année 2

PARLEMENT

LOI

CUMUL MANDAT 0,8 MD€

TRAVAIL & EMPLOI

4.10 Code du travail réécrit à 1 000 articles : socle d'ordre public national (durée maximale, salaire minimum, santé, discrimination, licenciement abusif), le reste renvoyé aux accords de branche et d'entreprise, deux seuils d'effectif au lieu de cinq, simulateur numérique par situation ; négociation de six mois avec les partenaires sociaux, ordonnances à défaut d'accord

EN CLAIR · Le Code du travail passe de 10 000 à 1 000 articles. Les règles vitales restent nationales, le reste se négocie dans la branche ou l'entreprise. Un simulateur vous dit vos obligations en une page.

Un patron de PME sait ce qu'il doit faire en une page

Coût 0 (ordonnances) Année 3

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

ENTREPRISE & COMPÉTITIVITÉ

La France compte 4,3 millions de PME/TPE. Elles passent en moyenne 142 jours/an sur des tâches administratives. Les charges patronales représentent ~45% du salaire brut (vs 21% en UK, 19% en Allemagne). 60% des entreprises qui innovent le font malgré l'État, pas grâce à lui.

COMMENT ON MESURE

Délai moyen des formalités ; délais de paiement moyens ; créations d'emplois nets dans les PME

SOURCES DU CONSTAT

INSEE, Banque de France (délais de paiement), URSSAF, DGE

5.1 Flat tax entreprise à 20% pour les bénéfices < 500K€ (vs 25% actuellement)

EN CLAIR · Une PME qui fait moins de 500 000 € de bénéfice paie 20% d'impôt sur les sociétés au lieu de 25%.

3M de TPE/PME concernées

4 Md€/an Année 2

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 16,0 MD€

5.2 Garantie de traitement en 24 heures des formalités standard sur le guichet unique existant, silence vaut accord au-delà

EN CLAIR · Une formalité d'entreprise standard est traitée en 24 heures. Passé ce délai, elle est acceptée d'office.

Fin des dossiers bloqués des semaines

50 M€ (plateforme) Année 1

FRANCE

DÉCRET

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 0,1 MD€

5.3 Liste de 100 obligations déclaratives supprimées ou fusionnées pour les entreprises de moins de 50 salariés, publiée en année 1 avec le temps administratif économisé

EN CLAIR · On publie la liste de 100 papiers et déclarations que les petites entreprises n'auront plus à faire.

≈ 30 jours administratifs rendus par an et par entreprise

Coût 0 Années 1-3

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

5.4 Crédit d'impôt embauche premier salarié : 10 000€, versé après 12 mois de maintien en emploi, réservé aux entreprises sans salarié depuis 2 ans

EN CLAIR · Une entreprise qui embauche son premier salarié et le garde un an reçoit 10 000 € de crédit d'impôt.

≈ 200 000 emplois créés/an estimés

2 Md€/an Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 10,0 MD€

5.5 Guichet unique export : un interlocuteur, un process, un financement

EN CLAIR · Pour exporter, un seul interlocuteur qui s'occupe de tout, au lieu de dix guichets.

≈ Doublement des PME exportatrices en 5 ans

300 M€/an Année 2

FRANCE

DÉCRET

CUMUL MANDAT 1,2 MD€

ENTREPRISE & COMPÉTITIVITÉ

5.6

Délai de paiement max inter-entreprises : 30 jours (vs 60 actuels), amende automatique

EN CLAIR · Un client professionnel doit payer sa facture sous 30 jours. Sinon l'amende tombe automatiquement.

Fin de la mort par trésorerie

Coût 0 (régulation) Année 1

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

ÉDUCATION & FORMATION

La France consacre 6,8% de son PIB à l'éducation. Au PISA 2022, elle est dans la moyenne de l'OCDE en mathématiques mais décroche nettement, avec l'un des liens les plus forts entre origine sociale et résultats. Environ 80 000 jeunes sortent chaque année du système sans diplôme selon la DEPP. 1 prof sur 4 envisage de quitter le métier dans les 5 ans.

COMMENT ON MESURE

Maîtrise du français et des mathématiques en fin de CM1 et de 3e ; écart REP/hors REP ; taux de démission des enseignants

SOURCES DU CONSTAT

DEPP (évaluations nationales), OCDE PISA 2022, Cour des comptes (rémunérations enseignantes)

6.1 Revalorisation salariale des 900 000 enseignants : +20% sur 3 ans

EN CLAIR · Les profs sont augmentés de 20% en trois ans. Un débutant passe de 2 100 à 2 500 € net.

Salaire débutant de 2 100€ à 2 500€ net **9 Md€/an à terme (coût chargé)** Années 1-3

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 36,0 MD€

6.2 Classes de 15 élèves maximum en CP-CE1-CE2 étendues en priorité aux écoles hors REP à résultats faibles, puis généralisées

EN CLAIR · 15 élèves maximum par classe en CP, CE1 et CE2, d'abord dans les écoles qui en ont le plus besoin.

Résultats prouvés en REP, extension par les données **1,5 Md€/an** Années 2-4

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 4,5 MD€

6.3 30h de code/an obligatoires du CM1 à la 3e

EN CLAIR · Tous les enfants apprennent à coder 30 heures par an, du CM1 à la 3e.

4M d'élèves formés au numérique/an **200 M€/an** Année 2

FRANCE

DÉCRET

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 0,8 MD€

6.4 Compte Formation Universel : 5 000€/an pour tout actif en reconversion

EN CLAIR · Vous voulez changer de métier ? 5 000 € par an de formation, quel que soit votre âge.

≈ 500 000 reconversions/an **2,5 Md€/an** Année 2

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 10,0 MD€

6.5 Création de 20 campus métiers (formation pro + entreprises sur le même site)

EN CLAIR · 20 campus où les lycées pro et les entreprises sont sur le même site : on apprend et on travaille au même endroit.

≈ Taux d'insertion +40% **800 M€ (investissement unique)** Années 2-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 0,4 MD€

ÉDUCATION & FORMATION

6.6 Autonomie pédagogique des établissements : le chef d'établissement recrute ses profs

EN CLAIR · Le directeur d'école ou de collège choisit ses profs, au lieu de les recevoir par affectation automatique.

Fin de l'affectation absurde

Coût 0 Année 1

PARLEMENT

LOI

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR & RECHERCHE

3 millions d'étudiants, dont 1 sur 5 vit sous le seuil de pauvreté. Parcoursup laisse chaque été des dizaines de milliers de bacheliers sans affectation. La France consacre 2,18% de son PIB à la recherche, dont un tiers de recherche publique, contre 3% pour l'Allemagne et 3,5% pour les États-Unis. Un jeune docteur français gagne 2 000€ net. Ceux qui partent ne reviennent pas.

COMMENT ON MESURE

Part d'étudiants sous le seuil de pauvreté ; dépense publique de R&D en % du PIB ; bacheliers sans affectation en septembre

SOURCES DU CONSTAT

MESR-SIES (dépense de R&D 2023 : 0,74% du PIB public), OVE, CNOUS

7.1 Revenu étudiant garanti : 600€ par mois sous conditions de ressources, cumulable avec un emploi

EN CLAIR · Un étudiant dont les parents ont des revenus modestes touche 600 € par mois, et peut travailler en plus.

Aucun étudiant sous le seuil de pauvreté

2 Md€/an Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 10,0 MDE

7.2 1 000 postes d'enseignants-chercheurs créés par an pendant 5 ans

EN CLAIR · 1 000 enseignants-chercheurs de plus chaque année dans les universités pendant cinq ans.

Taux d'encadrement au niveau européen

1 Md€/an à terme Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 3,0 MDE

7.3 Parcoursup remplacé par une orientation dès la seconde et une admission avec entretien humain pour les filières sélectives

EN CLAIR · Fin de Parcoursup. L'orientation commence en seconde et les filières sélectives reçoivent les candidats en entretien.

Fin de la loterie algorithmique

100 M€/an Année 2

PARLEMENT

LOI

CUMUL MANDAT 0,4 MDE

7.4 Recherche publique portée de 0,74% à 0,85% du PIB en 2032 (cap à 1% en 2035), recherche privée incitée vers 2% par un CIR recentré, gouvernance unifiée CNRS-université expérimentée sur 5 sites avant toute généralisation

EN CLAIR · L'État dépense plus pour la recherche publique (labos, universités) et pousse les entreprises à en faire autant. On teste d'abord sur cinq sites avant de tout réorganiser.

Rattrapage du décrochage, sans big bang institutionnel

3 Md€/an à terme (0,11 point de PIB) Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 9,0 MDE

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR & RECHERCHE

7.5

Chaires de retour : 500 chercheurs français à l'étranger financés 5 ans à 150 000€ pour revenir

EN CLAIR · On paie 500 chercheurs français partis à l'étranger pour qu'ils reviennent travailler ici pendant cinq ans.

Inverser la fuite des cerveaux

100 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 0,5 MDE

7.6

60 000 logements CROUS construits en 5 ans

EN CLAIR · 60 000 chambres étudiantes à loyer bas construites en cinq ans.

Le logement ne décide plus des études

300 M€/an Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 0,9 MDE

SANTÉ

6 millions de Français n'ont pas de médecin traitant. Délai moyen pour un spécialiste : 61 jours. 30% des urgences concernent des pathologies qui relèvent de la médecine de ville. 2 000 postes de médecins hospitaliers non pourvus.

COMMENT ON MESURE

Français sans médecin traitant ; délai médian pour un spécialiste ; patients plus de 12h sur brancard

SOURCES DU CONSTAT

DREES (242 200 médecins actifs en 2026), Assurance maladie, ATIH, Samu-Urgences de France

8.1 Suppression du numerus clausus réel (pas juste renommé) : doublement des places en 2e année médecine

EN CLAIR · On forme deux fois plus de médecins chaque année. Il faut dix ans pour former un médecin, donc on commence tout de suite.

≈ +4 000 médecins/an à horizon 8 ans

500 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 2,5 M€

8.2 Obligation d'exercice de 3 ans en zone sous-dotée post-internat (avec prime de 2 000€/mois)

EN CLAIR · Un médecin fraîchement diplômé exerce trois ans dans une zone qui manque de médecins, avec 2 000 € de prime par mois.

Couverture des 8 000 communes en désert médical

700 M€/an Année 2

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 2,8 M€

8.3 Télémédecine remboursée à 100% + kit connecté fourni aux +70 ans

EN CLAIR · La consultation à distance est remboursée entièrement et les plus de 70 ans reçoivent le matériel pour la faire.

5M de consultations/an basculées

300 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

CUMUL MANDAT 1,5 M€

8.4 Revalorisation de 15% des salaires hospitaliers (infirmiers, aides-soignants)

EN CLAIR · Infirmiers et aides-soignants sont augmentés de 15%.

Rétention du personnel soignant

3 Md€/an Années 1-2

PARLEMENT

LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 13,5 M€

8.5 Investissement de 2 Md€ dans la rénovation de 200 hôpitaux prioritaires

EN CLAIR · 200 hôpitaux en mauvais état sont rénovés.

Remise à niveau des plateaux techniques

2 Md€ (sur 5 ans) Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 1,2 M€

SANTÉ

8.6 Prescription par les pharmaciens et infirmiers étendue de 2 à 30 pathologies courantes (angine et cystite déjà autorisées depuis 2024 ; otite, conjonctivite, renouvellements, etc.)

EN CLAIR · Pour une angine ou une cystite, votre pharmacien peut déjà vous prescrire. On étend ça à 30 maladies courantes, otite et conjonctivite comprises.

≈ Désengorgement de -20 % des généralistes

Coût 0 (régulation) Année 1

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

8.7 Ratio soignants par patient opposable en hospitalisation : un infirmier pour 8 patients en médecine, un pour 2 en réanimation, contrôlé comme en EHPAD

EN CLAIR · À l'hôpital, un infirmier ne s'occupe pas de plus de 8 patients (2 en réanimation). C'est une règle, pas un vœu.

Fin de la maltraitance par sous-effectif à l'hôpital

2 Md€/an Années 1-3

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 8,0 MD€

8.8 Réouverture de 15 000 lits fermés depuis 2013, en priorité en soins critiques, gériatrie et psychiatrie, au rythme des recrutements (un lit sans équipe n'est pas une capacité de soin)

EN CLAIR · On rouvre 15 000 lits d'hôpital fermés ces dix dernières années, à mesure qu'on recrute le personnel pour les faire fonctionner.

≈ Zéro patient plus de 12 heures sur brancard, mesuré mensuellement

1,5 Md€/an Années 1-4

PARLEMENT

LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 5,2 MD€

SPORT, PRÉVENTION & SANTÉ PUBLIQUE

L'inactivité physique coûte 17 Md€ par an à l'Assurance maladie selon l'Inserm. Un enfant sur cinq est en surpoids, un sur vingt obèse. Les 30 minutes d'activité quotidienne en primaire, décidées en 2022, ne sont appliquées que dans une école sur trois. Le sport sur ordonnance existe depuis 2016 et n'a jamais été remboursé. Un adulte sur cinq souffre d'un trouble psychique dans l'année, avec un délai moyen de deux mois pour un premier rendez-vous. On soigne beaucoup, on prévient peu.

COMMENT ON MESURE

Part d'enfants en surpoids en CP et 6e ; délai premier rendez-vous psychologue ; part d'adultes atteignant les recommandations d'activité

SOURCES DU CONSTAT

Santé publique France, Inserm (coût de l'inactivité), ANSES, DREES

9.1 30 minutes d'activité physique quotidienne réellement appliquées dans toutes les écoles primaires (contrôle, équipement, formation), 3 heures d'EPS hebdomadaires au collège

EN CLAIR · Chaque écolier bouge 30 minutes par jour, et pas seulement sur le papier. Trois heures de sport par semaine au collège.

Chaque enfant bouge chaque jour

300 M€/an Années 1-2

FRANCE

DÉCRET

CUMUL MANDAT 1,3 MD€

9.2 Sport sur ordonnance remboursé par l'Assurance maladie pour les affections de longue durée, l'obésité et la dépression

EN CLAIR · Si votre médecin vous prescrit du sport (maladie chronique, obésité, dépression), la Sécu le rembourse.

≈ 500 000 patients par an

400 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

CUMUL MANDAT 2,0 MD€

9.3 Pass'Sport porté à 150 € pour tous les enfants sous conditions de ressources, étendu aux clubs et associations

EN CLAIR · 150 € par an pour inscrire son enfant dans un club de sport, pour les familles modestes.

≈ 2 millions d'enfants en club

250 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 1,2 MD€

9.4 5 000 équipements sportifs de proximité en 5 ans (terrains, piscines, salles), priorité aux QPV et à la ruralité, héritage des Jeux de 2024

EN CLAIR · 5 000 terrains, salles et piscines construits près de chez vous en cinq ans, d'abord là où il n'y a rien.

Un équipement à moins de 15 minutes partout

400 M€/an Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 1,2 MD€

SPORT, PRÉVENTION & SANTÉ PUBLIQUE

9.5 Dépistage systématique du surpoids en CP et en 6e, consultation diététique remboursée, publicité alimentaire interdite avant 20h sur les programmes jeunesse

EN CLAIR · On repère les enfants en surpoids au CP et en 6e, la consultation diététique est remboursée, et plus de pub pour la malbouffe pendant les dessins animés.

≈ Inverser la courbe de l'obésité infantile

150 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI

CUMUL MANDAT 0,8 MD€

9.6 Santé mentale adulte : 12 séances de psychologue remboursées sans prescription, 500 maisons de santé mentale de proximité

EN CLAIR · 12 séances chez un psychologue remboursées, sans ordonnance. 500 maisons de santé mentale pour un premier rendez-vous en 15 jours.

Premier rendez-vous en 15 jours

500 M€/an Années 1-3

PARLEMENT

LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

CUMUL MANDAT 2,0 MD€

GRAND ÂGE & DÉPENDANCE

1,5 million de personnes en perte d'autonomie, 2,5 millions en 2050. 80% des Français veulent vieillir chez eux, mais une aide à domicile gagne 1 200€ net et n'est pas payée pour ses trajets. En EHPAD, 6 soignants pour 10 résidents contre 8 recommandés. Le scandale Orpea a montré ce que donne un secteur sans contrôle. La loi grand âge est promise depuis 2018 et n'a jamais été votée.

COMMENT ON MESURE

Ratio soignants/résidents constaté en EHPAD ; taux de vacance des postes d'aide à domicile ; délai d'obtention d'une place

SOURCES DU CONSTAT

CNSA, DREES (1,53 M de prestations dépendance fin 2024), Cour des comptes (EHPAD)

10.1 Loi grand âge votée en année 1, cinquième branche financée par une deuxième journée de solidarité

EN CLAIR · La loi sur le grand âge, promise depuis 2018, est votée la première année. Elle est financée par une deuxième journée de solidarité (un jour travaillé non payé par an).

Financement pérenne et lisible 3 Md€/an (recette) Année 1

PARLEMENT LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

10.2 Ratio EHPAD : 8 soignants pour 10 résidents, obligatoire et contrôlé

EN CLAIR · En maison de retraite, 8 soignants pour 10 résidents au lieu de 6. C'est contrôlé.

Fin de la maltraitance par sous-effectif 3 Md€/an Années 1-3

PARLEMENT LOI ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL CUMUL MANDAT 12,0 MD€

10.3 Aide à domicile : 1800€ net, temps de trajet payé, formation certifiante

EN CLAIR · Une aide à domicile gagne 1800 € net, ses trajets sont payés et elle est formée.

Un métier qui attire 1,5 Md€/an Année 1

PARLEMENT LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL CUMUL MANDAT 7,5 MD€

10.4 Inspection annuelle inopinée de chaque EHPAD, notation publique, fermeture immédiate en cas de maltraitance avérée

EN CLAIR · Chaque maison de retraite est inspectée sans prévenir une fois par an. La note est publique. Maltraitance = fermeture immédiate.

Transparence totale 100 M€/an Année 1

PARLEMENT LOI CUMUL MANDAT 0,5 MD€

10.5 50 000 places en maisons de retraite publiques à tarif plafonné

EN CLAIR · 50 000 places en maisons de retraite publiques, avec un prix plafonné.

Une alternative au privé lucratif 1 Md€/an Années 2-5

PARLEMENT LOI DE FINANCES CUMUL MANDAT 2,5 MD€

GRAND ÂGE & DÉPENDANCE

10.6 Aidants familiaux : congé rémunéré de 3 mois, trimestres de retraite validés

EN CLAIR · Si vous vous occupez d'un parent dépendant, trois mois de congé payé et vos trimestres de retraite sont validés.

Reconnaissance des 11 millions d'aidants

400 M€/an Année 1

PARLEMENT **LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE** **CUMUL MANDAT 2,0 MD€**

HANDICAP

12 millions de Français vivent avec un handicap. Taux de chômage : 12%, le double de la moyenne. La loi de 2005 imposait l'accessibilité de tous les lieux publics pour 2015 : dix ans plus tard, une gare sur trois n'est toujours pas accessible. 130 000 AESH accompagnent les enfants à l'école, en CDD, à temps partiel, à 900€ par mois. Une demande MDPH prend 6 à 12 mois. La France traite le handicap comme une exception, pas comme une réalité.

COMMENT ON MESURE

Délai moyen MDPH ; taux d'emploi des personnes handicapées ; part des ERP accessibles

SOURCES DU CONSTAT

CNSA, DREES (1,4 M d'allocataires AAH), Agefiph, Défenseur des droits

11.1 AESH : statut de fonctionnaire, temps plein, 1 800€ net, formation obligatoire

EN CLAIR · Les AESH, qui accompagnent les enfants handicapés à l'école, deviennent fonctionnaires à temps plein, payés 1 800 € net.

Fin de la précarité de ceux qui accompagnent nos enfants

1 Md€/an Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 5,0 MD€

11.2 Accessibilité 2032 : tous les établissements recevant du public et tous les transports, amendes journalières pour les retardataires

EN CLAIR · Tous les commerces, administrations, gares et bus doivent être accessibles en fauteuil d'ici 2032. Ceux qui traînent paient une amende chaque jour.

La loi de 2005 enfin appliquée

800 M€/an Années 1-5

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 2,4 MD€

11.3 Quota d'emploi de 6% réellement appliqué : contribution triplée pour les entreprises qui ne le respectent pas

EN CLAIR · Les entreprises qui n'emploient pas 6% de personnes handicapées paient trois fois plus cher qu'aujourd'hui.

≈ 250 000 emplois ouverts

300 M€/an (recette) Année 1

PARLEMENT

LOI

11.4 MDPH : délai maximum de 2 mois, dossier unique numérique, droits attribués à vie pour les handicaps irréversibles

EN CLAIR · Un dossier de handicap est traité en deux mois maximum, en ligne, et les droits sont accordés à vie quand le handicap ne changera pas.

Fin du parcours du combattant administratif

200 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI

CUMUL MANDAT 1,0 MD€

11.5 AAH portée de 1033 € à 1 200 € net pour 1,4 million d'allocataires, montant estimé avant microsimulation CAF

EN CLAIR · L'allocation adulte handicapé passe de 1 033 € à 1 200 € par mois.

HANDICAP

11.6 École inclusive : 2 000 places ULIS créées par an, formation obligatoire des enseignants

EN CLAIR · 2 000 classes adaptées de plus chaque année pour que les enfants handicapés aillent à l'école ordinaire.

Chaque enfant à l'école

300 M€/an Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 0,9 MD€

11.7 Sport et culture : accès gratuit pour la personne handicapée et son accompagnant dans tous les équipements publics

EN CLAIR · Entrée gratuite au stade, à la piscine, au musée pour la personne handicapée et celle qui l'accompagne.

Inclusion réelle

50 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI

CUMUL MANDAT 0,2 MD€

FEMMES, LGBT+ & ÉGALITÉ DES DROITS

Une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son conjoint. Les associations demandent 2 Md€ par an contre les violences faites aux femmes, l'État en consacre 0,5. L'écart de salaire à poste égal reste de 4%, et de 15% en moyenne. Le congé paternité est de 28 jours contre 16 semaines de congé maternité. Les actes LGBTphobes ont doublé en cinq ans. Changer d'état civil suppose encore un passage devant un tribunal. L'égalité des droits est écrite dans la loi ; elle n'est pas dans la vie.

COMMENT ON MESURE

Nombre de féminicides ; délai de délivrance des ordonnances de protection ; écart salarial à poste égal

SOURCES DU CONSTAT

Ministère de l'Intérieur (violences conjugales), ministère de la Justice, INSEE, DILCRAH

12.1 Violences faites aux femmes : 10 000 places d'hébergement, ordonnance de protection délivrée en 6 jours, bracelet anti-rapprochement systématique dès la première condamnation, brigades spécialisées dans chaque département

EN CLAIR · 10 000 places pour héberger les femmes victimes de violences, une décision de protection en six jours, un bracelet pour le conjoint violent dès la première condamnation.

≈ Diviser par deux le nombre de féminicides en 5 ans

1 Md€/an Années 1-2

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 4,5 MD€

12.2 Index égalité salariale : sanction de 1% du chiffre d'affaires pour les entreprises de plus de 50 salariés sous 85 points deux années de suite, transparence des salaires par poste

EN CLAIR · Une entreprise qui paie moins bien les femmes deux années de suite perd 1% de son chiffre d'affaires. Les salaires par poste sont affichés.

À poste égal, salaire égal, vérifié

Coût 0 (recette 200 M€) Année 1

PARLEMENT

LOI

12.3 Congé paternité porté à 3 mois, dont 1 mois obligatoire, indemnisé à 100% jusqu'à 2 fois le SMIC

EN CLAIR · Le congé paternité passe de 1 à 3 mois, dont un obligatoire, payé à 100% jusqu'à 2 SMIC.

Partage réel de la parentalité

800 M€/an Année 2

PARLEMENT

LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

CUMUL MANDAT 3,2 MD€

12.4 Changement de prénom et de mention de sexe à l'état civil sur simple déclaration en mairie, sans passage devant un juge

EN CLAIR · Changer de prénom ou de sexe à l'état civil se fait à la mairie, sur simple déclaration, sans juge.

Dignité administrative

Coût 0 Année 1

PARLEMENT

LOI

FEMMES, LGBT+ & ÉGALITÉ DES DROITS

12.5 Reconnaissance automatique de l'enfant né d'un couple de femmes par PMA, sans procédure notariale

EN CLAIR · Un enfant né par PMA de deux femmes est automatiquement reconnu par ses deux mères, sans passer chez le notaire.

Même filiation pour tous les enfants

Coût 0 Année 1

PARLEMENT

LOI

12.6 Circonstance aggravante LGBTphobe systématiquement recherchée et retenue lorsqu'elle est établie, observatoire national des discriminations, formation des forces de l'ordre à l'accueil des victimes

EN CLAIR · Une agression homophobe ou transphobe est toujours punie plus lourdement. Les policiers sont formés à accueillir les victimes.

Fin de l'impunité

50 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI

CUMUL MANDAT 0,2 MD€

ENFANCE & PROTECTION DES MINEURS

350 000 enfants suivis par l'Aide Sociale à l'Enfance. 1 enfant sur 10 est victime de violences (physiques, sexuelles, psychologiques) avant 18 ans. 160 000 enfants victimes de violences sexuelles chaque année. 30% des SDF ont été placés enfant. Le taux de suicide chez les 15-24 ans est la 2e cause de mortalité. L'ASE est gérée par 101 départements avec 101 politiques différentes, sans standard national. 25% des enfants placés sortent du système à 18 ans sans diplôme, sans logement, sans rien.

COMMENT ON MESURE

Jeunes sortant de l'ASE sans logement ni formation ;
délai de jugement des affaires de pédocriminalité ;
délai premier rendez-vous pédopsychiatrie

SOURCES DU CONSTAT

DREES (ASE : 11,2 Md€ de dépenses départementales 2024), ONPE, ministère de la Justice, CIIVISE

13.1

Recentralisation partielle de l'ASE : standards nationaux obligatoires, contrôle d'État, financement garanti par l'État

EN CLAIR · Un enfant placé a les mêmes droits partout en France. L'État fixe les règles et contrôle, au lieu de 101 départements avec 101 pratiques.

Fin de la loterie départementale

2 Md€/an (transfert + renforcement) Année 1

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 10,0 MD€

13.2

Contrat jeune majeur prolongé jusqu'à 25 ans (vs arrêt brutal à 18-21 ans) : logement, formation, accompagnement

EN CLAIR · Un jeune placé n'est plus mis dehors à 18 ans. Il est logé, formé et accompagné jusqu'à 25 ans.

Aucun ancien enfant placé à la rue

800 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 4,0 MD€

13.3

Tribunal spécialisé pédocriminalité dans chaque cour d'appel : magistrats formés, délais de jugement < 12 mois

EN CLAIR · Les affaires de pédocriminalité sont jugées par des juges spécialisés, en moins d'un an.

Fin de la prescription de fait par lenteur judiciaire

300 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 1,5 MD€

13.4

Fichier national des agresseurs sexuels sur mineurs renforcé : contrôle automatique pour tout emploi au contact d'enfants

EN CLAIR · Personne condamné pour agression sexuelle sur mineur ne peut travailler avec des enfants : c'est vérifié automatiquement à chaque embauche.

Tolérance zéro dans l'éducation, le sport, les loisirs

50 M€ (système) Année 1

PARLEMENT

LOI

CUMUL MANDAT 0,1 MD€

ENFANCE & PROTECTION DES MINEURS

13.5 10 000 places d'accueil supplémentaires (familles + petites unités, fin des hôtels et foyers surpeuplés)

EN CLAIR · 10 000 places en familles d'accueil et petites structures. Fin des enfants placés à l'hôtel.

Conditions dignes pour chaque enfant protégé

1 Md€/an Années 1-3

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 4,0 MD€

13.6 Revenu décent pour les familles d'accueil : statut de salarié, formation continue, rémunération revalorisée de 30%

EN CLAIR · Les familles d'accueil deviennent des salariés, formés, mieux payés (+30%).

Attractivité du métier, stabilité pour les enfants

500 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI

CUMUL MANDAT 2,5 MD€

13.7 Programme national de prévention : détection systématique en milieu scolaire (médecins et psychologues scolaires doublés)

EN CLAIR · Deux fois plus de médecins et de psychologues scolaires pour repérer les enfants maltraités.

Repérage précoce des violences

400 M€/an Années 1-2

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 1,8 MD€

13.8 Harcèlement scolaire : protocole national contraignant, responsabilité du chef d'établissement, sanction immédiate

EN CLAIR · Un enfant harcelé a droit à une réponse immédiate. Le chef d'établissement est responsable, la sanction tombe tout de suite.

Fin du "c'est entre enfants"

Coût 0 (protocole) Année 1

FRANCE

DÉCRET

13.9 Vérification d'âge et interdiction réelle sous 15 ans, dans le cadre du DSA et de la solution européenne de vérification d'âge, sanctions contre les plateformes défaillantes

EN CLAIR · Pas de réseaux sociaux avant 15 ans, avec une vraie vérification de l'âge, dans le cadre des règles européennes.

Protection de l'espace numérique des enfants

100 M€/an (autorité de contrôle) Année 1

EUROPE

NÉGOCIATION EUROPÉENNE

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 0,5 MD€

ENFANCE & PROTECTION DES MINEURS

13.10 Pédopsychiatrie : plan d'urgence, doublement des postes, délai max de 4 semaines pour un premier RDV

EN CLAIR · Deux fois plus de pédopsychiatres. Un premier rendez-vous pour un enfant en quatre semaines maximum.

1,6M d'enfants nécessitent un suivi psy, 75% n'y ont pas accès

800 M€/an Années 1-3

PARLEMENT

LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 3,2 MD€

SÉCURITÉ

Les atteintes aux personnes ont augmenté de 8% en 5 ans. 55% des Français déclarent l'insécurité comme préoccupation majeure. Les forces de l'ordre passent 40% de leur temps sur des tâches administratives. Temps de réponse moyen police secours : 12 minutes (35 minutes en zone rurale).

COMMENT ON MESURE

Délai moyen d'intervention ; taux d'élucidation ; nombre de plaintes déposées contre les forces de l'ordre et délai de traitement

SOURCES DU CONSTAT

SSMSI (ministère de l'Intérieur), IGPN, Défenseur des droits, Cour des comptes

14.1 10 000 policiers et gendarmes redéployés du back-office vers le terrain grâce à la numérisation des procédures

EN CLAIR · 10 000 policiers quittent la paperasse pour retourner dans la rue, grâce à la numérisation des procédures.

≈ +30 % de présence visible

500 M€ (numérisation) Années 1-3

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 0,4 MD€

14.2 Traitement prioritaire des violences contre les forces de l'ordre et les soignants : comparution immédiate dès que les conditions du code de procédure pénale sont réunies

EN CLAIR · Frapper un policier, un pompier ou un soignant vous envoie au tribunal en priorité, dans les jours qui suivent.

Réponse pénale en jours, pas en mois

Coût 0 (procédure) Année 1

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

14.3 Amende forfaitaire délictuelle élargie à 20 infractions supplémentaires

EN CLAIR · Pour 20 délits de plus, l'amende tombe directement, sans attendre un procès des mois plus tard.

Réponse pénale immédiate

+500 M€ de recettes Année 1

PARLEMENT

LOI

14.4 Norme nationale de formation et d'armement de la police municipale, cofinancée par l'État pour les villes de plus de 20 000 habitants qui la choisissent

EN CLAIR · Les villes qui veulent une police municipale armée ont une formation nationale et une aide de l'État.

Maillage de proximité, libre administration respectée

300 M€/an (cofinancement État/communes) Années 1-3

PARLEMENT

LOI

CUMUL MANDAT 1,2 MD€

14.5 Doublement des effectifs de cybersécurité (police + gendarmerie)

EN CLAIR · Deux fois plus de policiers spécialisés dans les arnaques en ligne, le harcèlement et la pédocriminalité sur internet.

SÉCURITÉ

14.6 Revalorisation de 10 % des salaires des forces de l'ordre

EN CLAIR · Policiers et gendarmes sont augmentés de 10%.

Attractivité et rétention

1,5 Md€/an Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 7,5 MD€

14.7 Caméras-piétons obligatoires et activées sur toute intervention, enregistrements conservés 6 mois et accessibles au plaignant et à son avocat

EN CLAIR · Chaque policier filme ses interventions. Si vous portez plainte, vous et votre avocat pouvez voir la vidéo.

Protection du policier et du citoyen

150 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 0,8 MD€

14.8 IGPN et IGGN rattachées au Défenseur des droits, enquêteurs indépendants du ministère de l'Intérieur, décisions publiées

EN CLAIR · La police des polices ne dépend plus du ministre de l'Intérieur mais du Défenseur des droits. Ses décisions sont publiques.

Confiance retrouvée par le contrôle

50 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 0,2 MD€

14.9 Formation initiale des policiers portée de 8 à 12 mois avec module obligatoire de désescalade et de droits fondamentaux

EN CLAIR · Un policier est formé 12 mois au lieu de 8, avec un vrai apprentissage de la désescalade.

Moins de bavures, plus de professionnalisme

100 M€/an Années 1-2

FRANCE

DÉCRET

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 0,5 MD€

JUSTICE

Délai moyen de jugement : 16 mois en correctionnelle, 30 mois aux prud'hommes. 89 500 personnes détenues au 1er juillet 2026 pour 62 000 places opérationnelles, soit une densité de 145%, jusqu'à 200% dans certaines maisons d'arrêt. 36% des peines de prison ferme de moins d'un an ne sont jamais exécutées. Budget justice français : 0,21% du PIB (moyenne européenne : 0,33%). La France est 23e sur 27 en Europe pour le budget justice par habitant.

COMMENT ON MESURE

Délai médian de jugement correctionnel et prud'homal ; taux d'exécution des peines ; densité carcérale

SOURCES DU CONSTAT

Ministère de la Justice (89 500 détenus au 1er juillet 2026), CEPEJ, LOPJ 2023-2027

15.1

Budget de la justice doublé : de 12 à 24 Md€ par an en 2032, en plus de la loi de programmation 2023-2027 déjà votée

EN CLAIR · Le budget de la justice double en cinq ans. La France est 23e sur 27 en Europe pour ce qu'elle y consacre.

Rattrapage du sous-investissement historique (23e sur 27 en Europe) **12 Md€/an à terme (2,4 Md€ de plus chaque année)** Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 36,0 MD€

15.2

Recrutement de 3 000 magistrats et 5 000 greffiers, en plus des 1 500 magistrats et 1 800 greffiers déjà programmés par la LOPJ 2023-2027

EN CLAIR · 3 000 juges et 5 000 greffiers de plus, en plus de ceux déjà prévus par la loi actuelle.

≈ Délai de jugement divisé par 2

Inclus dans le doublement Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

15.3

20 000 places de prison supplémentaires, dont 8 000 livrées dans le quinquennat et 12 000 engagées (six ans par établissement en moyenne), coût de fonctionnement inclus

EN CLAIR · 20 000 places de prison de plus. 8 000 sont livrées pendant le mandat, le reste est lancé.

Exécution réelle de toutes les peines prononcées

Inclus dans le doublement (4 Md€ sur 5 ans) Années 1-10

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

15.4

Numérisation complète de la chaîne pénale : de la plainte au jugement

EN CLAIR · De la plainte au jugement, tout est numérique. Fin des dossiers papier perdus.

Fin des dossiers papier, traçabilité totale

500 M€ (investissement unique) Années 1-3

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 0,4 MD€

15.5

Peines plancher pour les récidivistes de violences aux personnes, sauf décision spécialement motivée du juge

JUSTICE

15.6 Réforme des prud'hommes : jugement en 6 mois max, échevinage professionnel obligatoire

EN CLAIR · Un litige avec votre employeur est jugé en six mois maximum aux prud'hommes.

Justice sociale accessible

Inclus dans 5.1 Année 2

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

15.7 Aide juridictionnelle revalorisée à 100 % du coût réel

EN CLAIR · Quand vous avez droit à un avocat gratuit, l'avocat est payé au vrai prix. Aujourd'hui il est payé si mal que personne ne veut prendre ces dossiers.

Justice pas seulement pour ceux qui peuvent payer un avocat

500 M€/an Année 2

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 2,0 MD€

15.8 Tribunaux spécialisés violences intrafamiliales dans chaque département

EN CLAIR · Dans chaque département, un tribunal spécialisé pour les violences dans le couple et la famille.

Réponse immédiate et formée

200 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 1,0 MD€

IMMIGRATION

Délai moyen : 5,4 mois à l'OFPRA et 5,5 mois à la CNDA en 2025, soit près d'un an recours compris, auxquels s'ajoutent les délais d'enregistrement et d'exécution. Taux d'exécution des OQTF : ~7%. 400 000 premiers titres de séjour délivrés par an.

COMMENT ON MESURE

Délai OFPRA et CNDA ; taux d'exécution des OQTF ; part de titres économiques en emploi à 12 mois

SOURCES DU CONSTAT

OFPRA (5,4 mois en 2025), CNDA (5,5 mois), ministère de l'Intérieur (377 000 premiers titres en 2025)

16.1 Asile : OFPRA à 90 jours maximum, CNDA à 90 jours maximum pour les recours, avec les rapporteurs, interprètes et locaux correspondants

EN CLAIR · Une demande d'asile est décidée en trois mois, le recours en trois mois. Six mois en tout au lieu d'un an.

Décision en six mois au total, exécution immédiate

500 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 2,5 MDE

16.2 Pour les titres de séjour à finalité économique, maintien conditionné à l'emploi, à la recherche active ou à une formation qualifiante, dans le respect des statuts protégés par le droit européen (famille, étudiants, résidents de longue durée)

EN CLAIR · Un titre de séjour pour travailler est maintenu si vous travaillez, cherchez du travail ou vous formez. Cela ne concerne pas les familles, les étudiants ni les résidents de longue date.

Immigration de travail lisible

Coût 0 Année 1

PARLEMENT

LOI

16.3 Visa entrepreneur simplifié : 30 jours de traitement, titre de 3 ans

EN CLAIR · Un entrepreneur étranger qui veut créer en France obtient son visa en 30 jours pour trois ans.

Attractivité pour les talents

Coût 0 Année 1

FRANCE

DÉCRET

16.4 Accords bilatéraux de réadmission avec les 10 premiers pays d'origine (conditionné à l'aide au développement)

EN CLAIR · Les pays qui ne reprennent pas leurs ressortissants expulsés perdent l'aide au développement.

≈ Taux d'exécution OQTF de 7% à 50%

Coût intégré à l'aide au développement Années 1-3

EUROPE

NÉGOCIATION EUROPÉENNE

IMMIGRATION

16.5 Niveau B1 étendu aux titres pluriannuels (A2 exigé aujourd'hui, B1 déjà pour la carte de résident depuis 2026), cours gratuits financés par l'État

EN CLAIR · Pour un titre de plusieurs années, il faut un niveau de français correct (B1). L'État paie les cours.

Intégration mesurable, moyens en face

300 M€/an Année 2

PARLEMENT LOI CUMUL MANDAT 1,2 MD€

DÉFENSE & SOUVERAINETÉ

La loi de programmation militaire actualisée en 2026 ajoute 36 Md€ entre 2026 et 2030 et porte l'effort de défense à 2,5% du PIB en 2030, soit 76 Md€. Elle fixe la réserve à 80 000 en 2030 et crée un service national volontaire de dix mois : 3 000 appelés en 2026, 10 000 en 2030. C'est le point de départ, pas le programme. Restent les trous que la LPM ne comble pas : des stocks de munitions de quelques jours, une défense sol-air incomplète, une profondeur humaine de quelques milliers de jeunes par an face à une classe d'âge de 750 000, et une industrie qui produit à la cadence du temps de paix.

COMMENT ON MESURE

Effort de défense en % du PIB ; jours de stocks de munitions ; volontaires du service national par an

SOURCES DU CONSTAT

LPM 2024-2030 actualisée 2026 (36 Md€, 2,5% en 2030, 80 000 réservistes), ministère des Armées, IFRI

17.1 LPM 2024-2030 actualisée sanctuarisée : trajectoire 2,5% en 2030 exécutée sans gel, report ni réserve de précaution

EN CLAIR · Ce qui est déjà voté pour l'armée jusqu'en 2030 est payé, sans gel ni report.

Ce qui est voté est payé

Coût 0 (déjà programmé) Permanent

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

17.2 Au-delà de la LPM : effort de défense porté à 2,75% du PIB en 2032, priorités munitions, défense sol-air et anti-drones, spatial, drones

EN CLAIR · On va au-delà de ce qui est prévu : plus de munitions, une défense anti-missiles et anti-drones, du spatial.

Comblent les trous capacitaires que la LPM laisse ouverts

5 Md€/an en 2032 (tranche ferme) Années 2-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 12,5 MDE

17.3 Étape conditionnelle : 3% du PIB en 2032 si le déficit est sous 3% (engagement OTAN 2035 : 5% dont 3,5% de défense et 1,5% de résilience)

EN CLAIR · Si le déficit est sous 3%, on monte l'effort de défense à 3% du PIB.

Alignement sur les alliés

5 Md€/an supplémentaires (tranche conditionnelle) Années 4-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 7,5 MDE

17.4 Service national, modèle allemand et scandinave : journée d'évaluation obligatoire pour tous à 18 ans (santé, illettrisme, aptitude, information réserve), service volontaire porté de 10 000 à 50 000 par an avec incitations (trimestres de retraite, priorité CROUS, permis financé, bonification aux concours publics), soit 60 000 € par volontaire tout compris (solde, hébergement, encadrement, équipement)

EN CLAIR · À 18 ans, une journée obligatoire pour tous (santé, lecture, aptitude). Puis un service volontaire pour 50 000 jeunes par an au lieu de 10 000, avec des avantages concrets (retraite, logement, permis).

Cinq fois plus de jeunes formés, sans casser l'armée

3 Md€/an (50 000 × 60 000 €) Années 1-4

DÉFENSE & SOUVERAINETÉ

17.5 Cadre légal de la conscription sélective rétabli et réactivable par décret en cas de menace avérée, sans application en temps de paix

EN CLAIR · La loi permet de rappeler des jeunes sous les drapeaux en cas de guerre, sans l'appliquer en temps de paix.

Profondeur mobilisable

Coût 0 (législatif) Année 1

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

17.6 Munitions : stocks pour 90 jours de haute intensité, production de poudres et d'obus relocalisée

EN CLAIR · Assez de munitions pour tenir 90 jours de guerre, fabriquées en France.

Autonomie stratégique réelle

Inclus dans 17.2 Années 1-4

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

17.7 Commandement cyber doublé : 5 000 cybercombattants

EN CLAIR · 5 000 militaires spécialisés dans la cyberdéfense, deux fois plus qu'aujourd'hui.

Défense du 21e siècle

Inclus dans 17.2 Années 1-3

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

17.8 Dissuasion nucléaire modernisée, hors de tout arbitrage budgétaire

EN CLAIR · La bombe nucléaire française est modernisée. Ce budget n'est jamais discuté.

Assurance-vie de la nation

Inclus Permanent

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

17.9 Liste de 50 technologies critiques avec obligation d'achat français ou européen pour l'État

EN CLAIR · Pour 50 technologies vitales, l'État achète français ou européen, point.

Souveraineté industrielle

Coût 0 Année 1

PARLEMENT

LOI

17.10 Commandement militaire européen intégré avec l'Allemagne, l'Italie et la Pologne, achats groupés

EN CLAIR · Un état-major commun avec l'Allemagne, l'Italie et la Pologne, et des achats d'armes groupés pour payer moins cher.

Poids stratégique

Voir ch. Europe Années 2-5

EUROPE

NÉGOCIATION EUROPÉENNE

EUROPE & ÉNERGIE

La France contribue 27 Md€/an au budget de l'UE (2e contributeur). 65% de la législation française provient de transpositions de directives européennes. La dépendance énergétique de l'UE aux hydrocarbures étrangers est de 58%.

COMMENT ON MESURE

Part des marchés publics attribués en UE ; jalons EPR2 tenus ; prix de l'électricité pour les ménages

SOURCES DU CONSTAT

Commission européenne, EDF (EPR2 : 72,8 Md€, premier réacteur 2038), RTE, CRE

18.1 Mandat de négociation européen pour un Buy European Act : préférence européenne dans les marchés publics de plus de 5 M€

EN CLAIR · La France se bat à Bruxelles pour que les grands marchés publics européens aillent à des entreprises européennes.

≈ Objectif : 30 Md€ de commandes rapatriées en UE

Coût 0 (négociation UE) Années 1-3

EUROPE

NÉGOCIATION EUROPÉENNE

18.2 Renforcement du mécanisme carbone aux frontières, déjà en vigueur : extension aux produits transformés et à l'exportation

EN CLAIR · La taxe carbone à l'entrée de l'Europe, qui existe déjà, s'étend aux produits transformés.

Fin du dumping environnemental

Recette non comptabilisée avant analyse d'affectation Année 2

EUROPE

NÉGOCIATION EUROPÉENNE

18.3 Europe de la défense : mutualisation des budgets R&D défense avec l'Allemagne et l'Italie

EN CLAIR · La France, l'Allemagne et l'Italie développent leurs armes ensemble au lieu de payer trois fois la même recherche.

Économie de 20 % sur les programmes redondants

1 Md€/an (économie) Années 2-5

EUROPE

NÉGOCIATION EUROPÉENNE

18.4 Renégociation de la PAC : redistribution en faveur des petites exploitations (< 50 ha)

EN CLAIR · Les aides agricoles européennes vont davantage aux petites fermes qu'aux grandes exploitations.

60 % des aides aux 80 % de petits exploitants (vs 20 % aujourd'hui)

Neutre (redistribution) Année 2

EUROPE

NÉGOCIATION EUROPÉENNE

18.5 Sécurisation du programme EPR2 déjà engagé (6 réacteurs, 72,8 Md€, premier réacteur 2038) : financement définitif, jalons publics semestriels, plus plan renouvelable et stockage

EN CLAIR · Les six réacteurs nucléaires déjà décidés sont construits dans les temps et dans le budget, avec un point public tous les six mois.

Mix 90 % décarboné en 2040

3 Md€/an (part État) Années 1-10

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 15,0 MD€

NUMÉRIQUE & IA

La France forme 40 000 ingénieurs informatiques/an, en perd 30% à l'étranger. Les investissements IA en France : 2,3 Md€ en 2024 (vs 67 Md\$ aux US). 35% des TPE/PME n'ont aucune présence numérique.

COMMENT ON MESURE

Part des démarches réalisables en ligne avec alternative humaine ; délai moyen de permis simple ; taux de non-recours aux droits

SOURCES DU CONSTAT

DINUM, CNIL, ANSSI, règlement européen sur l'IA, Défenseur des droits (non-recours)

19.1 Fonds souverain IA de 5 Md€ sur 5 ans (1 Md€/an)

EN CLAIR · L'État investit 1 milliard par an pendant cinq ans dans des start-up françaises d'intelligence artificielle.

Financement de 500 startups IA françaises

1 Md€/an Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 3,0 MD€

19.2 Régime fiscal deep tech : exonération d'IS pendant 5 ans plafonnée à 2 M€ par entreprise, notifié à la Commission au titre des aides d'État

EN CLAIR · Une start-up de haute technologie ne paie pas d'impôt sur les sociétés pendant cinq ans, dans la limite de 2 millions.

Rétention des cerveaux, sécurité juridique

500 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 2,5 MD€

19.3 100% des démarches administratives réalisables en ligne d'ici 2030, avec accès humain garanti (guichet, téléphone) pour chaque démarche

EN CLAIR · Toute démarche administrative peut se faire en ligne. Et pour chacune, vous pouvez aussi voir quelqu'un ou téléphoner.

Fin des files d'attente sans exclure personne

2 Md€ (sur 5 ans) Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 1,2 MD€

19.4 Chèque numérique de 5 000€ pour chaque TPE/PME

EN CLAIR · Chaque petite entreprise reçoit 5 000 € pour se numériser (site, logiciels, formation).

Transformation digitale de 500 000 entreprises

2,5 Md€ (unique) Années 1-2

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 2,2 MD€

19.5 Open data obligatoire pour toutes les données publiques non sensibles

EN CLAIR · Toutes les données publiques non secrètes sont accessibles à tous, gratuitement.

Innovation et transparence

Coût 0 Année 1

PARLEMENT

LOI

NUMÉRIQUE & IA

19.6 IA d'assistance dans les services publics (santé, justice, éducation) : jamais de décision automatisée, contrôle humain, audit des biais, conformité au règlement IA

EN CLAIR · L'intelligence artificielle aide les agents publics, mais c'est toujours un humain qui décide.

≈ +15% de productivité sur les services déployés

500 M€/an Années 2-5

PARLEMENT

LOI

CUMUL MANDAT 1,2 M€

19.7 Pré-instruction par IA des permis de construire : conformité au PLU vérifiée en 48 heures, décision humaine motivée, PLU numérisés en format lisible par machine

EN CLAIR · Un logiciel vérifie en 48 heures si votre permis de construire respecte les règles. Un agent valide.

Permis simples instruits en jours

150 M€/an Années 1-2

FRANCE

DÉCRET

CUMUL MANDAT 0,7 M€

19.8 Reconduction automatique des droits sans nouvelle demande quand la situation n'a pas changé (CAF, MDPH, bourses, titres de séjour pluriannuels), détection des ruptures de droits par croisement de fichiers

EN CLAIR · Si rien n'a changé dans votre situation, vos aides (CAF, handicap, bourses) sont renouvelées sans que vous ayez à refaire un dossier.

Fin du non-recours administratif

100 M€/an Année 2

PARLEMENT

LOI

CUMUL MANDAT 0,4 M€

19.9 Zéro re-saisie : une information donnée une fois à une administration n'est jamais redemandée par une autre

EN CLAIR · Une information que vous avez donnée à une administration ne vous est jamais redemandée par une autre.

≈ 10 heures par an rendues à chaque foyer

50 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI

CUMUL MANDAT 0,2 M€

LOGEMENT

4,2 millions de mal-logés. Prix moyen au m² à Paris : 10 200€. Délai moyen d'obtention d'un HLM : 22 mois (7 ans en Île-de-France). 400 000 logements neufs/an nécessaires, 300 000 construits.

COMMENT ON MESURE

Logements livrés par an (pas seulement autorisés) ; délai moyen de permis ; loyer médian dans les zones tendues

SOURCES DU CONSTAT

SDES (ministère du Logement), Fondation Abbé Pierre, ANAH, Observatoires des loyers

20.1 Libération du foncier public : mise à disposition de terrains de l'État à prix coûtant aux constructeurs

EN CLAIR · L'État vend ses terrains inutilisés à prix coûtant pour construire des logements.

≈ +100 000 logements/an

Coût 0 (valorisation foncier existant) Année 1

PARLEMENT

LOI

20.2 Instruction des permis en 2 mois maximum pour les dossiers conformes au PLU, silence vaut accord, recours abusifs sanctionnés

EN CLAIR · Un permis de construire conforme aux règles est délivré en deux mois. Sans réponse, il est accordé.

Accélération de la construction, compétence des maires préservée

Coût 0 (simplification) Année 1

PARLEMENT

LOI

20.3 PTZ élargi à tous les primo-accédants < 45 ans sans condition de zone

EN CLAIR · Le prêt à taux zéro pour acheter son premier logement est ouvert à tous les moins de 45 ans, partout en France.

300 000 ménages aidés/an

2 Md€/an Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 10,0 MDE

20.4 Plafonnement des loyers indexé sur le revenu médian local (pas sur l'IRL seul)

EN CLAIR · Dans les villes chères, les loyers sont plafonnés par rapport à ce que gagnent les habitants.

≈ Baisse de 10-15% dans les zones tendues

Coût 0 (régulation) Année 2

PARLEMENT

LOI

20.5 Rénovation énergétique : 500 000 logements/an (MaPrimeRénov' doublée et simplifiée)

EN CLAIR · 500 000 logements isolés par an, avec une aide doublée et un seul formulaire.

Division par 2 des passoires thermiques en 5 ans

4 Md€/an Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 12,0 MDE

LOGEMENT

20.6 Objectif de production : 400 000 logements par an dont 120 000 sociaux, densification autorisée de droit à 300 mètres des gares et transports en commun, taxation des logements vacants triplée dans les zones tendues

EN CLAIR · 400 000 logements construits par an au lieu de 300 000. Près des gares, on peut construire plus haut sans demander. Un logement vide dans une ville chère coûte trois fois plus cher à son propriétaire.

≈ +100 000 logements par an livrés, mesurés à la livraison et non au permis

1 Md€/an (aides à la pierre) Années 1-5

PARLEMENT

LOI

CUMUL MANDAT 3,0 MD€

RETRAITES

Le système compte 42 régimes différents. Selon le Conseil d'orientation des retraites (juin 2026), le déficit est de 5,1 Md€ en 2025 et atteindrait 6,8 Md€ en 2030 dans le scénario central, avec une dégradation démographique au-delà. Pension moyenne : 1 500 € brut par mois. Le problème n'est pas seulement le solde à cinq ans, c'est l'illisibilité et l'injustice entre régimes.

COMMENT ON MESURE

Solde du système ; pension médiane ; nombre de régimes en vigueur

SOURCES DU CONSTAT

COR juin 2026 (déficit 5,1 Md€ en 2025, 6,8 Md€ en 2030), DREES, CNAV

21.1 Régime universel à points (1 € cotisé = mêmes droits), transition sur 30 ans, droits acquis garantis, simulation générationnelle publiée avant le vote

EN CLAIR · Un seul système de retraite pour tous : un euro cotisé donne les mêmes droits, que vous soyez salarié, indépendant ou fonctionnaire. Transition sur 30 ans, personne ne perd ce qu'il a acquis.

Fin des 42 régimes spéciaux **2 Md€/an (économie de gestion à terme, coûts de transition les 5 premières années)** Années 2-5

PARLEMENT

LOI

21.2 Âge légal maintenu à 64 ans, mais départ possible à 60 ans avec 44 annuités validées (carrières longues)

EN CLAIR · L'âge reste 64 ans, mais si vous avez commencé tôt et cotisé 44 ans, vous partez à 60.

Justice pour ceux qui ont commencé tôt

1 Md€/an Année 3

PARLEMENT

LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

CUMUL MANDAT 3,0 MD€

21.3 Pension minimale à 1 200€ net pour toute carrière complète

EN CLAIR · Avec une carrière complète, votre retraite ne peut pas être inférieure à 1 200 € net.

Aucun retraité sous le seuil de pauvreté

3 Md€/an Année 2

PARLEMENT

LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

CUMUL MANDAT 12,0 MD€

21.4 Retraite progressive, déjà ouverte à 60 ans depuis 2025 : rendue automatique sur simple demande, sans accord de l'employeur pour les temps partiels à 80%

EN CLAIR · Dès 60 ans vous pouvez déjà passer à temps partiel avec une partie de votre retraite. On le rend automatique, sans avoir besoin de l'accord de l'employeur pour un 80%.

Transition douce, transfert de compétences

500 M€/an Année 2

PARLEMENT

LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

CUMUL MANDAT 2,0 MD€

RETRAITES

21.5 Suppression des régimes de retraite chapeau pour les mandataires sociaux d'entreprises aidées par l'État

EN CLAIR · Fin des retraites dorées pour les patrons d'entreprises que l'État a aidées.

Principe d'exemplarité

200 M€/an (recette) Année 1

PARLEMENT

LOI

21.6 Pilier de capitalisation collective facultatif, géré par la Caisse des dépôts, abondé par l'employeur à la demande du salarié, greffé sur le régime à points

EN CLAIR · Vous pouvez, si vous le voulez, mettre une partie de votre épargne retraite en capitalisation, gérée par la Caisse des dépôts. La répartition reste la base.

La répartition reste le socle, la capitalisation devient un choix

Coût 0 Année 3

PARLEMENT

LOI

AGRICULTURE, ALIMENTATION & PESTICIDES

Revenu moyen d'un agriculteur : 1 400€/mois (avant MSA). Un agriculteur se suicide tous les deux jours. La France importe 50% de ses fruits et 30% de sa viande. 18% des exploitations ont disparu en 10 ans. 800 000 enfants vivent à moins de 100 mètres d'une parcelle traitée. Les leucémies pédiatriques sont 30% plus fréquentes en zone viticole. L'Inserm reconnaît le lien entre pesticides et cancers, Parkinson et troubles du développement.

COMMENT ON MESURE

Revenu médian agricole ; installations de jeunes agriculteurs par an ; tonnes de substances CMR vendues

SOURCES DU CONSTAT

Agreste, MSA, Inserm (expertise pesticides 2021), ANSES, Santé publique France (Géocap)

22.1 Loi Egalim renforcée : prix plancher garanti par filière, contrôles renforcés (sanctions x10)

EN CLAIR · Un agriculteur ne peut plus être payé en dessous de son coût de production. Les grandes surfaces qui trichent paient dix fois plus cher.

Fin de la vente à perte

Coût 0 (régulation) Année 1

PARLEMENT

LOI

22.2 50% de produits de saison, de qualité et en circuit court dans la restauration collective, critères compatibles avec le droit de la commande publique

EN CLAIR · Dans les cantines, la moitié des produits sont de saison, de qualité et viennent de près.

Débouché garanti pour 100 000 exploitations

500 M€/an Années 1-3

PARLEMENT

LOI

CUMUL MANDAT 2,0 MD€

22.3 Exonération totale de charges pour les 3 premières années d'installation d'un jeune agriculteur

EN CLAIR · Un jeune qui s'installe agriculteur ne paie aucune charge pendant trois ans.

Renouvellement générationnel

300 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

CUMUL MANDAT 1,5 MD€

22.4 Simplification des normes : alignement sur les standards européens, pas de surtransposition

EN CLAIR · Les agriculteurs français ont les mêmes règles que leurs voisins européens, pas des règles plus dures.

Fin de la concurrence déloyale intra-UE

Coût 0 Année 1

PARLEMENT

LOI

22.5 Fonds souveraineté alimentaire : 1 Md€/an pour la R&D agricole, la robotique, et les circuits courts

EN CLAIR · 1 milliard par an pour la recherche agricole, les robots et les circuits courts.

Productivité + transition

1 Md€/an Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 3,0 MD€

AGRICULTURE, ALIMENTATION & PESTICIDES

22.6 Interdiction des pesticides classés CMR1 (cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques avérés) en 3 ans, CMR2 en 6 ans, fonds de transition pour les agriculteurs

EN CLAIR · Les pesticides prouvés cancérogènes sont interdits en trois ans, les probables en six ans. Les agriculteurs sont aidés pour changer.

Sortir les molécules les plus dangereuses

1 Md€/an (fonds de transition) Années 1-6

PARLEMENT

LOI

CUMUL MANDAT 3,0 MD€

22.7 Zones sans traitement de 150 mètres autour des écoles, crèches, maisons de retraite et habitations (5 à 20 mètres aujourd'hui), compensation des surfaces perdues

EN CLAIR · Plus aucun épandage à moins de 150 mètres d'une école, d'une crèche ou d'une maison. Aujourd'hui c'est 5 à 20 mètres.

≈ 800 000 enfants protégés

300 M€/an Année 1

FRANCE

DÉCRET

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 1,5 MD€

22.8 Fonds d'indemnisation des victimes de pesticides étendu aux cancers pédiatriques et aux riverains, présomption de causalité pour les maladies reconnues par l'Inserm

EN CLAIR · Un enfant qui a une leucémie près des vignes, un riverain malade : ils sont indemnisés sans avoir à prouver le lien.

Justice pour les malades

200 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI

CUMUL MANDAT 1,0 MD€

22.9 Clauses miroirs : interdiction d'importer tout produit agricole traité avec une substance interdite en Europe, contrôles aux frontières renforcés

EN CLAIR · On n'importe plus de fruits ou de viande produits avec des pesticides interdits en Europe.

Fin de la concurrence déloyale par le poison

Coût 0 (négociation UE) Années 1-3

EUROPE

NÉGOCIATION EUROPÉENNE

ÉCOLOGIE, TRANSITION & ADAPTATION

Émissions françaises : 400 MtCO₂eq/an. Objectif 2050 : neutralité carbone. Le transport représente 31% des émissions. Le bâtiment 18%. L'industrie 18%.

COMMENT ON MESURE

Tonnes de CO₂ évitées par euro public ; part du fret ferroviaire ; logements sortis du statut de passoire

SOURCES DU CONSTAT

CITEPA, SDES, ADEME, Haut Conseil pour le climat

23.1 Bonus véhicule électrique jusqu'à 10 000€ pour les ménages modestes, supprimé au-dessus de 3 fois le revenu médian

EN CLAIR · Jusqu'à 10 000 € d'aide pour acheter une voiture électrique si vous êtes modeste. Rien si vous êtes riche.

≈ 300 000 ménages modestes aidés par an

3 Md€/an Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 9,0 MD€

23.2 Fret ferroviaire : doublement du réseau et des capacités

EN CLAIR · Deux fois plus de marchandises transportées par train.

≈ Transport de marchandises : 20 % rail (vs 9%)

3 Md€ (sur 5 ans) Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 1,8 MD€

23.3 Interdiction du plastique à usage unique d'ici 2030

EN CLAIR · Plus de plastique jetable en 2030.

≈ -500 000 tonnes de déchets/an

Coût 0 (régulation) Année 3

PARLEMENT

LOI

23.4 Plan massif rénovation thermique (500 000 logements/an, voir section Logement)

EN CLAIR · Voir le chapitre Logement : 500 000 logements isolés par an.

≈ -15 % émissions bâtiment en 5 ans

Voir section 10 Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

23.5 Taxe kérosène sur les vols intérieurs < 500km (hors correspondances)

EN CLAIR · Les vols intérieurs de moins de 500 km (quand le train existe) sont taxés.

Bascule vers le train

300 M€/an (recette) Année 2

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

23.6 1 milliard d'arbres plantés en 10 ans

EN CLAIR · Un milliard d'arbres plantés en dix ans, et entretenus.

Puits carbone + biodiversité

500 M€/an Années 1-10

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 2,5 MD€

ÉCOLOGIE, TRANSITION & ADAPTATION

23.7 Plan eau : 20% de fuites en moins sur les réseaux en cinq ans (1 litre sur 5 est perdu aujourd'hui), réutilisation des eaux usées traitées portée de 1% à 10%, stockage hivernal encadré

EN CLAIR · Un litre d'eau sur cinq fuit avant d'arriver au robinet. On répare les réseaux et on réutilise les eaux traitées pour l'agriculture.

Sécurité en eau des territoires en sécheresse

800 M€/an Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 2,4 MDE

23.8 Plan canicule : végétalisation et désimperméabilisation des cours d'école et des centres-villes, îlots de fraîcheur à moins de 300 mètres de chaque logement en zone urbaine, adaptation des EHPAD et hôpitaux

EN CLAIR · Des arbres et de l'ombre à moins de 300 mètres de chaque logement en ville. Les cours d'école goudronnées deviennent vertes. Les EHPAD sont climatisés.

≈ Réduction de la surmortalité estivale

400 M€/an Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 1,2 MDE

23.9 Inondations et littoral : plans de prévention actualisés sur les cartes 2050, fonds Barnier doublé, relocalisation accompagnée des habitations menacées par le recul du trait de côte

EN CLAIR · On arrête de construire là où ça va inonder, on aide ceux qui doivent partir de la côte qui recule, et on double le fonds qui indemnise.

≈ 50 000 habitations sécurisées ou relocalisées

500 M€/an Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 1,5 MDE

OUTRE-MER & TERRITOIRES

2,8 millions de Français vivent en outre-mer. Les prix y sont 30 à 40% plus élevés qu'en métropole. À Mayotte, 77% de la population vit sous le seuil de pauvreté. En Guadeloupe, l'eau est coupée plusieurs jours par semaine dans certaines communes. En métropole, un tiers des communes rurales n'a plus aucun commerce. La République ne s'arrête pas au périphérique, ni à l'océan.

COMMENT ON MESURE

Écart de prix outre-mer/métropole ; jours de coupure d'eau ; part de communes rurales avec accès à un service public à moins de 15 minutes

SOURCES DU CONSTAT

INSEE outre-mer, Cour des comptes (eau en Guadeloupe), ANCT

24.1 Suppression de l'octroi de mer sur les produits de première nécessité, compensation intégrale aux collectivités

EN CLAIR · En outre-mer, plus de taxe sur les produits de première nécessité. Les collectivités sont compensées.

Baisse immédiate du panier

500 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 2,5 MDE

24.2 Plan eau : réseaux de Guadeloupe et Mayotte reconstruits en 5 ans

EN CLAIR · En Guadeloupe et à Mayotte, l'eau coule au robinet tous les jours d'ici cinq ans.

Un droit fondamental garanti

200 M€/an Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 0,6 MDE

24.3 Continuité territoriale : un aller-retour vers la métropole à 300€ maximum par an et par personne

EN CLAIR · Un aller-retour vers la métropole ne coûte pas plus de 300 € par personne et par an.

Fin de l'assignation géographique

300 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 1,5 MDE

24.4 Mayotte : plan d'urgence État (école, santé, sécurité, eau) piloté depuis Matignon

EN CLAIR · Mayotte : école, santé, sécurité, eau, un plan piloté directement par le Premier ministre.

Rattrapage républicain

500 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 2,5 MDE

24.5 Une maison France Services complète par canton rural : poste, CAF, impôts, médecin, permanence sociale

EN CLAIR · Dans chaque canton rural, un lieu unique avec la poste, la CAF, les impôts, un médecin et une assistante sociale.

Les services reviennent

300 M€/an Années 1-3

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 1,2 MDE

OUTRE-MER & TERRITOIRES

24.6 Budget participatif national : 1 milliard sur 5 ans pour des projets locaux votés par les habitants

EN CLAIR · 1 milliard sur cinq ans pour des projets locaux que les habitants choisissent eux-mêmes par vote.

Les territoires décident

200 M€/an Année 1

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 1,0 MDE

24.7 Statut d'autonomie renforcé pour la Corse, la Polynésie et la Nouvelle-Calédonie, négocié par référendum local

EN CLAIR · La Corse, la Polynésie et la Nouvelle-Calédonie décident plus de choses par elles-mêmes, si leurs habitants le votent.

Respect des identités

Coût 0 Années 1-3

PARLEMENT

CONSTITUTION

ÉGALITÉ & MÉRITOCRATIE

Les 10% les plus riches détiennent 47% du patrimoine. Un enfant de cadre a 4,5x plus de chances d'obtenir un diplôme bac+5 qu'un enfant d'ouvrier. Le taux de chômage des quartiers prioritaires est 2,5x la moyenne nationale.

COMMENT ON MESURE

Écart de taux de rappel à CV égal mesuré par testing ;
taux de chômage des QPV ; part de communes en
zone blanche

SOURCES DU CONSTAT

DARES et Défenseur des droits (testings), ANCT,
ARCEP, Behaghel-Crépon-Le Barbanchon (AEJ 2015)

25.1 Fin de l'impunité pour la discrimination à l'embauche : testing annuel obligatoire des entreprises de plus de 250 salariés sur cinq critères (origine, sexe, âge, handicap, adresse) par un organisme indépendant, résultats publics, sanction de 1% du chiffre d'affaires (3% en récidive), exclusion des marchés publics pendant 3 ans, action de groupe ouverte aux associations sans mandat individuel

EN CLAIR · Chaque année, on teste les grandes entreprises avec de faux CV pour voir si elles discriminent. Si oui : 1% du chiffre d'affaires, puis exclusion des marchés publics.

Une amende qui fait mal, là où 45 000 € ne changent rien **100 M€/an (amendes attendues 300 M€, recette)** Année 1

PARLEMENT

LOI

25.2 Mentorat républicain : chaque lycéen de QPV parrainé par un professionnel

EN CLAIR · Chaque lycéen de quartier populaire a un professionnel qui le conseille et l'aide.

200 000 jeunes mentorés/an

200 M€/an Année 2

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 0,8 Md€

25.3 Index mobilité sociale obligatoire pour les entreprises > 250 salariés (sur le modèle de l'index égalité H/F)

EN CLAIR · Les grandes entreprises publient d'où viennent leurs cadres, comme elles publient l'écart femmes-hommes.

Mesure et publication des écarts

Coût 0 Année 2

PARLEMENT

LOI

25.4 Zéro zone blanche numérique d'ici 2030 : fibre ou satellite partout

EN CLAIR · Internet rapide partout en 2030, par fibre ou par satellite.

Égalité des chances numériques

2 Md€ (sur 5 ans) Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CUMUL MANDAT 1,2 Md€

ÉGALITÉ & MÉRITOCRATIE

25.5 Micro-crédit entrepreneurial à taux zéro pour les créateurs issus de QPV (<30K€)

EN CLAIR · Un jeune de quartier populaire qui crée sa boîte peut emprunter jusqu'à 30 000 € sans intérêt.

50 000 entreprises créées/an

500 M€/an Année 1

PARLEMENT LOI DE FINANCES CUMUL MANDAT 2,5 MD€

DÉFICIT & GESTION PUBLIQUE

Déficit public 2025 : 5,1% du PIB, soit 152,5 Md€. Dette publique : 3 536 Md€ au premier trimestre 2026, soit 117,5% du PIB. Dépenses publiques : 57,3% du PIB, recettes : 52,2%. La France est en procédure européenne de déficit excessif, avec une sortie exigée en 2029. 5,7 millions d'agents publics, 1 200 agences et opérateurs, et environ 20 Md€/an de doublons entre collectivités selon la Cour des comptes.

COMMENT ON MESURE

Déficit et dette en % du PIB constatés par l'INSEE vs trajectoire ; économies réalisées vs annoncées, ligne par ligne

SOURCES DU CONSTAT

INSEE (déficit 5,1% en 2025, dette 117,5% au T1 2026), HCFP, Cour des comptes, Conseil de l'UE (procédure de déficit excessif, échéance 2029)

26.1 Fusion intercommunalité-département en une seule collectivité, transfert des agents et des compétences par la loi (art. 72), dotations qui suivent les compétences

EN CLAIR · Intercommunalités et départements fusionnent : un seul guichet, moins de doublons.

Fin des doublons, guichet unique **7 Md€/an (économie dès l'année 3, transition 1,5 Md€)** Années 2-5

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

26.2 Non-remplacement d'un départ à la retraite sur trois dans l'administration centrale et les opérateurs (hors santé, éducation, sécurité, justice)

EN CLAIR · Dans les bureaux de l'administration centrale, un fonctionnaire sur trois qui part à la retraite n'est pas remplacé. Pas dans les hôpitaux, les écoles, la police ni la justice.

50 000 postes en 5 ans, soit 3 Md€ de masse salariale **3 Md€/an (économie certaine)** Années 1-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

26.3 Numérisation de 100% des process administratifs internes

EN CLAIR · Plus de papier entre administrations : tout est numérique.

Suppression de 30 % des tâches papier

2 Md€/an (économie) Années 1-3

FRANCE

DÉCRET

26.4 Audit indépendant de chaque ministère avec publication des résultats

EN CLAIR · Chaque ministère est audité par des experts indépendants. Le résultat est public.

Transparence et accountability

50 M€/an Année 1

FRANCE

DÉCRET

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

CUMUL MANDAT 0,2 MDE

26.5 Fusion ou suppression d'un tiers des 434 opérateurs de l'État, liste nominative publiée en année 1, coûts de fermeture provisionnés

EN CLAIR · Un tiers des agences de l'État sont fusionnées ou fermées. La liste est publiée la première année.

Rationalisation, chiffre aligné sur les estimations publiques

2,5 Md€/an (économie dès l'année 3) Années 1-4

PARLEMENT

LOI

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

DÉFICIT & GESTION PUBLIQUE

26.6 Plafonnement des rémunérations publiques à 15x le SMIC

EN CLAIR · Personne payé par l'État ne gagne plus de 15 fois le SMIC.

Exemplarité

100 M€/an (économie) Année 1

PARLEMENT

LOI

26.7 Revue générale des 30 Md€ de subventions de l'État : suppression de toute subvention sans évaluation d'impact publiée dans les 24 mois

EN CLAIR · Toute subvention qui ne prouve pas son utilité dans les deux ans est supprimée.

Fin du saupoudrage

8 Md€/an (économie, retenue à 60%) Années 1-3

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

ENGAGEMENT PRÉSIDENTIEL

26.8 Audiovisuel public : fusion de France Télévisions, Radio France et France Médias Monde en une holding unique, plafond de dépenses, mutualisation des rédactions régionales

EN CLAIR · France Télévisions, Radio France et France Médias Monde deviennent un seul groupe, avec un plafond de dépenses.

Un service public, pas trois

1,2 Md€/an (économie) Années 1-3

PARLEMENT

LOI

26.9 Lutte contre la fraude sociale et fiscale : croisement automatique des fichiers CAF, URSSAF, DGFIP et Assurance maladie, contrôle des résidences fictives, objectif 7 Md€ récupérés en plus des 15 actuels

EN CLAIR · Les fichiers de la CAF, des impôts, de l'URSSAF et de la Sécu se parlent automatiquement pour repérer les fraudes. Objectif : 7 milliards de plus par an.

Ce que les fraudeurs prennent, les honnêtes le paient

7 Md€/an (économie, scénario central) Années 1-4

PARLEMENT

LOI

26.10 Dotation globale de fonctionnement conditionnée à la stabilité des effectifs des collectivités de plus de 10 000 habitants

EN CLAIR · Une grande ville qui augmente ses effectifs reçoit moins d'argent de l'État.

L'État ne peut pas décider pour les mairies, il peut conditionner ce qu'il verse

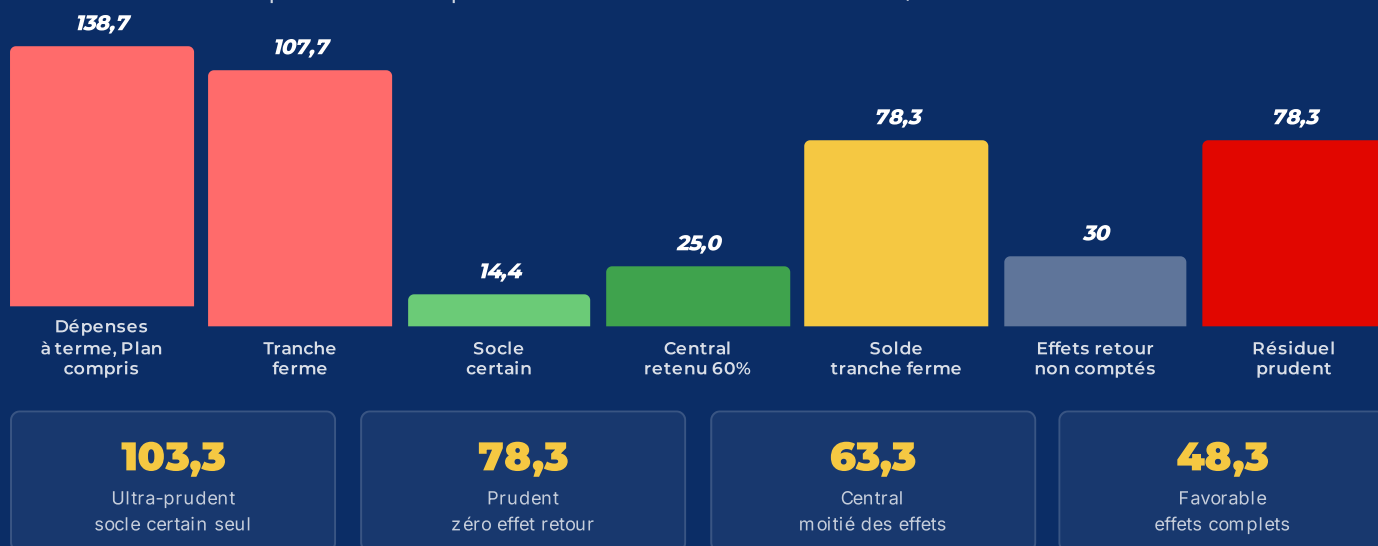
3 Md€/an (économie, scénario central) Années 2-5

PARLEMENT

LOI DE FINANCES

CE QUE NOUS DÉPENSONS, CE QUE NOUS ÉCONOMISONS, CE QUE NOUS REFUSONS DE FINANCER PAR LA DETTE

Règle n°1 : chaque mesure est chiffrée, chaque économie est identifiée, et aucune dépense conditionnelle n'est engagée tant que son financement durable n'est pas constaté. Ce programme coûte 138,7 milliards par an à régime de croisière, Fonds Plan 2040 compris (10 Md€ d'investissement comptés dans le déficit au sens européen). Le Fonds Plan 2040 (10 Md€/an) est compté dans le déficit au sens européen. Voici les dépenses, le financement documenté et l'écart qui reste selon quatre scénarios. Écart résiduel en Md€/an en 2032.



Quatre règles. Les effets retour n'autorisent aucune dépense permanente. Chaque mesure conditionnelle (21,0 Md€) a son propre seuil de déclenchement constaté par le Haut Conseil des finances publiques. Chaque économie du scénario central a un nom, un responsable et une date : à défaut, la dépense correspondante est gelée. **Plan B européen : si le calendrier 2029 n'est pas renégocié, les dépenses non engagées basculent automatiquement dans la tranche conditionnelle.** Les recettes ponctuelles (1,6 Md€ d'amendes et sanctions) vont au déficit, jamais à une dépense permanente.

PONT BUDGÉTAIRE 2027-2033 · DÉFICIT EN % DU PIB · TROIS COURBES

ANNÉE	A · PROGRAMME TEL QUEL	B · +26 MD€ D'ÉCONOMIES, MONTÉE EN CHARGE ÉTALÉE	C · B + TRANCHE FERME À 70 MD€
2027	5,0%	5,0%	5,0%
2028	5,6%	5,1%	4,8%
2029	5,4%	4,7%	4,2%
2030	5,3%	4,2%	3,7%
2031	5,5%	4,1%	3,3%
2032	6,0%	3,7%	2,7%
2033	5,7%	3,7%	2,6%

Lecture honnête : tel quel, le programme ne fait pas baisser le déficit (A). Avec 26 Md€ d'économies supplémentaires listées dans l'annexe et une montée en charge sur six ans, il passe à 3,7% en 2032 (B). Sous 3% (C) exige de ramener la tranche ferme à 70 Md€ par des arbitrages publiés avant l'élection, ou d'indexer les pensions supérieures à 2 000 € sous l'inflation. Le calendrier européen 2029 n'est tenable dans aucune courbe : nous demanderons 2031 en échange de cette transparence.

LES DÉPENSES, POSTE PAR POSTE

DÉPENSES NOUVELLES · MD€/AN EN 2032

Pouvoir d'achat	13
Plan France 2040 (fonctionnement)	0,1
Fonds Plan 2040 (investissement, compté dans le déficit)	10
Éducation & Formation	13
Justice	12
Défense	10
Santé	8,5
Entreprise	6,5
Grand âge	6
Enfance	6
Logement	7
Handicap	4,5
Retraites	4,5
Écologie	5,7
Enseignement sup. & Recherche	6
Travail & Emploi	3,5
Agriculture & Pesticides	3,3
Service national	3
Europe & Énergie	3
Sécurité	2,8
Numérique & IA	2,3
Sport & Prévention	2
Femmes & LGBT+	1,9
Outre-mer & Territoires	2
Égalité	1,1
Immigration	0,8
Institutions	0,2

Total à terme, Fonds Plan 2040 compris **138,7**

RÉPARTITION FERME / CONDITIONNEL

Pouvoir d'achat	ferme
Plan France 2040 (fonctionnement)	ferme
Fonds Plan 2040 (investissement, compté dans le déficit)	investissement
Éducation & Formation	ferme 8,5 / conditionnel 4,5
Justice	ferme
Défense	ferme 5 / conditionnel 5
Santé	ferme
Entreprise	ferme 2,5 / conditionnel 4
Grand âge	ferme 5 / conditionnel 1
Enfance	ferme
Logement	ferme 5 / conditionnel 2
Handicap	ferme
Retraites	ferme
Écologie	ferme 2,7 / conditionnel 3
Enseignement sup. & Recherche	ferme 5 / conditionnel 1
Travail & Emploi	ferme
Agriculture & Pesticides	ferme
Service national	ferme
Europe & Énergie	ferme
Sécurité	ferme
Numérique & IA	ferme 1,8 / conditionnel 0,5
Sport & Prévention	ferme
Femmes & LGBT+	ferme
Outre-mer & Territoires	ferme
Égalité	ferme
Immigration	ferme
Institutions	ferme

107,7 Md€

TRANCHE FERME

Engagée dès le vote des lois de finances, montée en charge : environ 35 Md€ en 2028, 70 en 2030, 107 en 2032.

21,0 Md€

TRANCHE CONDITIONNELLE

Défense à 3% (5), enseignants étape 2 (4,5), baisse de l'IS (4), bonus VE (3), PTZ élargi (2), grand âge (1), recherche (1), numérique (0,5). Chaque mesure a son seuil.

LE FINANCEMENT, LIGNE PAR LIGNE

SOCLE CERTAIN · VOTABLE LIGNE PAR LIGNE · MD€/AN

Dégressivité chômage étendue, apprentissage conditionné	1,3
Deuxième journée de solidarité	3
Non-remplacement 1 départ sur 3 (arithmétique)	3
Niches fiscales : part votable (Copé, pensions, Dutreil, assurance-vie)	5
Fiscalité tabac et alcool (prévention)	1,5
Parlementaires, agences, retraites chapeau	0,6

Socle certain 14,4

RECETTES PONCTUELLES · AFFECTÉES AU DÉFICIT · NON COMPTÉES

Amendes, sanctions discrimination et index égalité, quota handicap (recettes comportementales)	1,6
--	-----

EFFETS RETOUR · NON COMPTÉS · 2032

Croissance additionnelle (+0,5 pt de PIB/an, recettes à 52%)	20
Coûts sociaux évités (récidive, maltraitance, chômage de longue durée, inactivité physique)	10

Total effets retour 30

SCÉNARIO CENTRAL · BRUT → RETENU À 60% · MD€/AN

Fusion intercommunalité-département	7 4,2
Revue des subventions sans évaluation	8 4,8
Fusion d'un tiers des opérateurs	2,5 1,5
Niches fiscales : part restante (CIR, TVA travaux)	6 3,6
Fraude fiscale et sociale (au-delà des 15 Md€ déjà récupérés)	7 4,2
Régime de retraite unique (après coûts de transition)	2 1,2
Numérisation et IA des process internes	2,5 1,5
RSA et cumul chômage : retour à l'activité	2,5 1,5
Audiovisuel public : holding unique	1,2 0,7
Dotations conditionnées aux effectifs des collectivités	3 1,8

Scénario central retenu 25,0

78,3 Md€

SOLDE ANNUEL DE LA TRANCHE FERME

Financement documenté 39,4. Écart résiduel 2032 : 103,3 en ultra-prudent, 78,3 en prudent, 63,3 en central, 48,3 en favorable. Nous l'affichons plutôt que de le faire disparaître.

NICHES FISCALES VISÉES · BRUT ANNUEL

Dispositif	Coût actuel	Mesure	Rendement
Niche Copé (plus-values de cession)	5 Md€	Quote-part de frais relevée de 12% à 20%	2 Md€
Crédit d'impôt recherche	7,7 Md€	Recentré PME et ETI, plafonné groupes	2 Md€
Abattement 10% pensions de retraite	4,5 Md€	Plafonné pour les pensions supérieures à 3 000€/mois	1,5 Md€
TVA réduite travaux non énergétiques	3 Md€	Recentrée sur la rénovation énergétique et l'accessibilité	3 Md€
Assurance-vie en succession	5 Md€	Abattement plafonné à 100 000€ par bénéficiaire	1,5 Md€
Pacte Dutreil	4 Md€	Exonération plafonnée à 10 M€ de valeur transmise	1 Md€
Total			11 Md€ brut, 8 Md€ retenus

STRESS TEST ET ÉCONOMIES EN OPTION

Ce qui arrive à l'écart résiduel du scénario central (63,3 Md€ en 2032) si les hypothèses se dégradent. Nous le publions parce qu'un programme qui ne survit qu'à ses propres hypothèses n'est pas un programme.

CHOC	EFFET SUR L'ÉCART 2032	MÉCANISME
Croissance à 0,5% au lieu de 1,2% par an	+9 Md€	recettes en moins
Taux d'emprunt à 4,5% au lieu de 3,5%	+12 Md€	charge d'intérêts 2032
Chômage à 9% au lieu de 7%	+6 Md€	Unédic et RSA
Économies de transformation réalisées à 30 % au lieu de 60 %	+12,5 Md€	scénario central
Les quatre chocs cumulés	+39,5 Md€	

ÉCONOMIES SUPPLÉMENTAIRES EN OPTION · NÉCESSAIRES À LA COURBE B · MD€/AN

Revue des 211 Md€ d'aides aux entreprises (commission d'enquête du Sénat 2025)	10
Recentrage des allègements de cotisations patronales sous 1,6 SMIC (rapport Bozio-Wasmer)	5
Jour de carence d'ordre public et contrôle des arrêts maladie au-delà de 30 jours	2
Pertinence des soins : protocoles, dossier médical partagé, fin de la tarification à l'acte en imagerie	5
Fusion des communes de moins de 1 000 habitants	2
Cessions immobilières de l'État (10 Md€ sur 5 ans)	2
Indexation des pensions supérieures à 2 000 € sur l'inflation moins 0,5 point (courbe C seulement)	3 puis 15

Ces économies sont compatibles avec le programme. Elles ne sont pas comptées dans le financement documenté parce qu'elles n'ont pas encore été arbitrées. Les six premières font 26 Md€ et sont la condition de la courbe B. La septième est la condition de la courbe C.

QUI DÉCIDE : FRANCE, PARLEMENT, EUROPE

Sur 194 mesures, **15 relèvent du gouvernement seul** (décret), **170 exigent une loi**, **9 dépendent d'une négociation européenne ou internationale**. Par véhicule : Loi 74, Loi de finances 69, Loi de financement de la Sécurité sociale 16, Décret 14, Négociation européenne 9, Constitution 8, Loi organique 4.

Les mesures marquées Constitution (8) exigent l'article 89 : vote en termes identiques par les deux chambres puis référendum, ou Congrès aux trois cinquièmes. Si le Sénat refuse deux fois, le président soumet le texte au référendum direct de l'article 11, comme en 1962. Ce n'est pas une garantie de succès : c'est le chemin, écrit avant l'élection.

#	MESURE	VÉHICULE	QUI DÉCIDE
1.1	Convention constituante (parlementaires, citoyens tirés au sort, Conseil d'État) chargée de rédiger la VI ^e République en 12 mois ; projet déposé selon l'article 89 et soumis aux deux chambres ; en cas de double refus du Sénat, référendum direct sur l'organisation des pouvoirs publics (article 11, précédent de 1962)	Constitution	Parlement
1.2	Scrutin proportionnel aux législatives, seuil de 5%, prime de 15% des sièges à la liste arrivée en tête	Loi organique	Parlement
1.3	Vote blanc comptabilisé dans les suffrages exprimés. S'il arrive en tête au 1 ^{er} tour d'une présidentielle, l'élection est annulée et les candidats ne peuvent se représenter	Constitution	Parlement
1.4	Suppression du 49.3. Le Parlement maîtrise 50% de son ordre du jour	Constitution	Parlement
1.5	Référendum d'initiative citoyenne : 1 million de signatures vérifiées déclenchent un référendum dans l'année (hors droits fondamentaux)	Constitution	Parlement
1.6	Non-cumul strict : un seul mandat, une seule fonction exécutive, trois mandats successifs maximum dans une vie	Loi organique	Parlement
1.7	Réduction de 30% du nombre de parlementaires : 400 députés, 240 sénateurs	Loi organique	Parlement
1.8	Assemblée citoyenne permanente de 150 personnes tirées au sort, avis obligatoire et public sur chaque loi de finances et chaque révision constitutionnelle	Loi	Parlement
1.9	Mandat présidentiel unique de 6 ans, non renouvelable	Constitution	Parlement

QUI DÉCIDE : FRANCE, PARLEMENT, EUROPE

#	MESURE	VÉHICULE	QUI DÉCIDE
1.10	Sénat transformé en Chambre des territoires : élus locaux, outre-mer et citoyens tirés au sort, veto suspensif sur toute loi touchant les collectivités	Constitution	Parlement
1.11	Transparence totale : agenda, dépenses, votes et rencontres de chaque élu et ministre en open data temps réel	Loi	France
1.12	Inéligibilité de 10 ans prononcée par le juge, minimum sauf motivation spéciale, pour toute condamnation définitive pour atteinte à la probité, violences ou infraction sexuelle ; casier vierge de ces infractions exigé pour toute candidature	Loi	Parlement
2.1	Plan France 2040 : dix objectifs à quinze ans soumis au même référendum que la Constitution, donc placés au-dessus des alternances (énergie 100% décarbonée, industrie à 15% du PIB, R&D à 3%, souveraineté alimentaire, réseau ferroviaire, eau, dépendance, défense, IA, démographie)	Constitution	Parlement
2.2	Une loi de programmation à quinze ans par objectif, votée en année 2, avec jalons publics tous les trois ans	Loi	Parlement
2.3	Un commissaire par objectif, nommé pour dix ans, non révocable sauf faute, auditionné chaque année par le Parlement et l'assemblée citoyenne	Loi	Parlement
2.4	Budgets des plans sanctuarisés hors annualité budgétaire : un gouvernement peut ralentir ; annuler un objectif exige un vote du Parlement aux trois cinquièmes ou un référendum	Loi organique	Parlement
2.5	Commissariat général au Plan rétabli avec pouvoir d'avis conforme sur tout investissement public de plus de 500 M€	Loi	Parlement
2.6	Préférence européenne et souveraineté productive : contrôle des investissements étrangers durci, interdiction de cession des actifs stratégiques, critères de résilience et de contenu européen dans la commande publique, régime d'aides d'État négocié à Bruxelles pour subventionner l'industrie comme le font les États-Unis et la Chine	Négociation européenne	Europe
2.7	Fonds Plan 2040 : 10 Md€ par an d'investissement public dans les dix objectifs, financé par 2 Md€ de cessions immobilières et 8 Md€ d'emprunt dédié, comptabilisé dans le déficit et la dette au sens européen, présenté en tranche d'investissement distincte	Loi de finances	Parlement
2.8	Bilan public du Plan tous les trois ans par la Cour des comptes et l'assemblée citoyenne, avec vote du Parlement sur la poursuite, la correction ou l'arrêt de chaque objectif	Loi	Parlement
3.1	Réduction de cotisations salariales équivalente à 150€ net par mois maximum sous 1,5 SMIC, intégralement compensée aux organismes sociaux par l'État	Loi de financement de la Sécurité sociale	Parlement
3.2	Plafonnement des frais bancaires à 50€/an (vs ~220€ en moyenne)	Loi	Parlement
3.3	TVA à 5,5% sur une liste précise de produits d'hygiène et d'énergie domestique compatibles avec la directive TVA européenne	Loi de finances	Parlement

QUI DÉCIDE : FRANCE, PARLEMENT, EUROPE

#	MESURE	VÉHICULE	QUI DÉCIDE
3.4	Indexation automatique et permanente des tranches de l'impôt sur le revenu (aujourd'hui décidée chaque année en loi de finances)	Loi de finances	Parlement
3.5	Suppression progressive des 192 taxes à faible rendement identifiées par l'Inspection générale des finances (moins de 150 M€ chacune, 5 Md€ au total)	Loi de finances	Parlement
4.1	Dégressivité de 30% après 12 mois d'indemnisation étendue aux salaires supérieurs à 2 SMIC (seuil actuel : 4 500 € brut)	Décret	France
4.2	Cumul intégral de l'allocation chômage avec des revenus d'activité (salaire ou création d'entreprise) jusqu'au salaire de référence, sans l'abattement actuel de 70%, pendant 12 mois maximum, l'employeur cotisant sur le différentiel pour éviter la trappe à bas salaires	Décret	France
4.3	Accompagnement RSA : un conseiller pour 50 allocataires (300 aujourd'hui), les 15 heures d'activité déjà obligatoires réellement contrôlées	Loi de finances	Parlement
4.4	Aide à l'apprentissage conditionnée au maintien en emploi 6 mois après la fin du contrat	Décret	France
4.5	Bourse nationale des métiers en tension : formation gratuite de 3 à 9 mois avec garantie d'embauche signée par l'employeur	Loi de finances	Parlement
4.6	France Travail : un conseiller pour 80 demandeurs maximum, objectifs de placement publics par agence	Loi de finances	Parlement
4.7	Prime de partage de la valeur obligatoire dans toute entreprise de plus de 50 salariés qui verse des dividendes	Loi	Parlement
4.8	Droit à la semaine de 4 jours à durée égale (35 heures en 4 × 8h45) à la demande du salarié, refus motivé par l'employeur, sur le modèle belge de 2022 ; expérimentation 32 heures limitée à la fonction publique sur volontariat avec mesure de productivité publiée	Loi	Parlement
4.9	Compte épargne-temps universel : transférable d'un employeur à l'autre, utilisable pour se former, se reconvertir ou partir plus tôt	Loi	Parlement
4.10	Code du travail réécrit à 1 000 articles : socle d'ordre public national (durée maximale, salaire minimum, santé, discrimination, licenciement abusif), le reste renvoyé aux accords de branche et d'entreprise, deux seuils d'effectif au lieu de cinq, simulateur numérique par situation ; négociation de six mois avec les partenaires sociaux, ordonnances à défaut d'accord	Loi	Parlement
5.1	Flat tax entreprise à 20% pour les bénéfices < 500K€ (vs 25% actuellement)	Loi de finances	Parlement
5.2	Garantie de traitement en 24 heures des formalités standard sur le guichet unique existant, silence vaut accord au-delà	Décret	France

QUI DÉCIDE : FRANCE, PARLEMENT, EUROPE

#	MESURE	VÉHICULE	QUI DÉCIDE
5.3	Liste de 100 obligations déclaratives supprimées ou fusionnées pour les entreprises de moins de 50 salariés, publiée en année 1 avec le temps administratif économisé	Loi	Parlement
5.4	Crédit d'impôt embauche premier salarié : 10 000€, versé après 12 mois de maintien en emploi, réservé aux entreprises sans salarié depuis 2 ans	Loi de finances	Parlement
5.5	Guichet unique export : un interlocuteur, un process, un financement	Décret	France
5.6	Délai de paiement max inter-entreprises : 30 jours (vs 60 actuels), amende automatique	Loi	Parlement
6.1	Revalorisation salariale des 900 000 enseignants : +20% sur 3 ans	Loi de finances	Parlement
6.2	Classes de 15 élèves maximum en CP-CE1-CE2 étendues en priorité aux écoles hors REP à résultats faibles, puis généralisées	Loi de finances	Parlement
6.3	30h de code/an obligatoires du CM1 à la 3e	Décret	France
6.4	Compte Formation Universel : 5 000€/an pour tout actif en reconversion	Loi	Parlement
6.5	Création de 20 campus métiers (formation pro + entreprises sur le même site)	Loi de finances	Parlement
6.6	Autonomie pédagogique des établissements : le chef d'établissement recrute ses profs	Loi	Parlement
7.1	Revenu étudiant garanti : 600€ par mois sous conditions de ressources, cumulable avec un emploi	Loi de finances	Parlement
7.2	1 000 postes d'enseignants-chercheurs créés par an pendant 5 ans	Loi de finances	Parlement
7.3	Parcoursup remplacé par une orientation dès la seconde et une admission avec entretien humain pour les filières sélectives	Loi	Parlement
7.4	Recherche publique portée de 0,74% à 0,85% du PIB en 2032 (cap à 1% en 2035), recherche privée incitée vers 2% par un CIR recentré, gouvernance unifiée CNRS-université expérimentée sur 5 sites avant toute généralisation	Loi de finances	Parlement
7.5	Chaires de retour : 500 chercheurs français à l'étranger financés 5 ans à 150 000€ pour revenir	Loi de finances	Parlement
7.6	60 000 logements CROUS construits en 5 ans	Loi de finances	Parlement
8.1	Suppression du numerus clausus réel (pas juste renommé) : doublement des places en 2e année médecine	Loi	Parlement

QUI DÉCIDE : FRANCE, PARLEMENT, EUROPE

#	MESURE	VÉHICULE	QUI DÉCIDE
8.2	Obligation d'exercice de 3 ans en zone sous-dotée post-internat (avec prime de 2 000€/mois)	Loi	Parlement
8.3	Télémédecine remboursée à 100% + kit connecté fourni aux +70 ans	Loi de financement de la Sécurité sociale	Parlement
8.4	Revalorisation de 15% des salaires hospitaliers (infirmiers, aides-soignants)	Loi de financement de la Sécurité sociale	Parlement
8.5	Investissement de 2 Md€ dans la rénovation de 200 hôpitaux prioritaires	Loi de finances	Parlement
8.6	Prescription par les pharmaciens et infirmiers étendue de 2 à 30 pathologies courantes (angine et cystite déjà autorisées depuis 2024 ; otite, conjonctivite, renouvellements, etc.)	Loi	Parlement
8.7	Ratio soignants par patient opposable en hospitalisation : un infirmier pour 8 patients en médecine, un pour 2 en réanimation, contrôlé comme en EHPAD	Loi	Parlement
8.8	Réouverture de 15 000 lits fermés depuis 2013, en priorité en soins critiques, gériatrie et psychiatrie, au rythme des recrutements (un lit sans équipe n'est pas une capacité de soin)	Loi de financement de la Sécurité sociale	Parlement
9.1	30 minutes d'activité physique quotidienne réellement appliquées dans toutes les écoles primaires (contrôle, équipement, formation), 3 heures d'EPS hebdomadaires au collège	Décret	France
9.2	Sport sur ordonnance remboursé par l'Assurance maladie pour les affections de longue durée, l'obésité et la dépression	Loi de financement de la Sécurité sociale	Parlement
9.3	Pass'Sport porté à 150 € pour tous les enfants sous conditions de ressources, étendu aux clubs et associations	Loi de finances	Parlement
9.4	5 000 équipements sportifs de proximité en 5 ans (terrains, piscines, salles), priorité aux QPV et à la ruralité, héritage des Jeux de 2024	Loi de finances	Parlement
9.5	Dépistage systématique du surpoids en CP et en 6e, consultation diététique remboursée, publicité alimentaire interdite avant 20h sur les programmes jeunesse	Loi	Parlement
9.6	Santé mentale adulte : 12 séances de psychologue remboursées sans prescription, 500 maisons de santé mentale de proximité	Loi de financement de la Sécurité sociale	Parlement
10.1	Loi grand âge votée en année 1, cinquième branche financée par une deuxième journée de solidarité	Loi de financement de la Sécurité sociale	Parlement
10.2	Ratio EHPAD : 8 soignants pour 10 résidents, obligatoire et contrôlé	Loi	Parlement
10.3	Aide à domicile : 1 800€ net, temps de trajet payé, formation certifiante	Loi de financement de la Sécurité sociale	Parlement

QUI DÉCIDE : FRANCE, PARLEMENT, EUROPE

#	MESURE	VÉHICULE	QUI DÉCIDE
10.4	Inspection annuelle inopinée de chaque EHPAD, notation publique, fermeture immédiate en cas de maltraitance avérée	Loi	Parlement
10.5	50 000 places en maisons de retraite publiques à tarif plafonné	Loi de finances	Parlement
10.6	Aidants familiaux : congé rémunéré de 3 mois, trimestres de retraite validés	Loi de financement de la Sécurité sociale	Parlement
11.1	AESH : statut de fonctionnaire, temps plein, 1 800€ net, formation obligatoire	Loi de finances	Parlement
11.2	Accessibilité 2032 : tous les établissements recevant du public et tous les transports, amendes journalières pour les retardataires	Loi	Parlement
11.3	Quota d'emploi de 6% réellement appliqué : contribution triplée pour les entreprises qui ne le respectent pas	Loi	Parlement
11.4	MDPH : délai maximum de 2 mois, dossier unique numérique, droits attribués à vie pour les handicaps irréversibles	Loi	Parlement
11.5	AAH portée de 1 033 € à 1 200 € net pour 1,4 million d'allocataires, montant estimé avant microsimulation CAF	Loi de financement de la Sécurité sociale	Parlement
11.6	École inclusive : 2 000 places ULIS créées par an, formation obligatoire des enseignants	Loi de finances	Parlement
11.7	Sport et culture : accès gratuit pour la personne handicapée et son accompagnant dans tous les équipements publics	Loi	Parlement
12.1	Violences faites aux femmes : 10 000 places d'hébergement, ordonnance de protection délivrée en 6 jours, bracelet anti-rapprochement systématique dès la première condamnation, brigades spécialisées dans chaque département	Loi de finances	Parlement
12.2	Index égalité salariale : sanction de 1% du chiffre d'affaires pour les entreprises de plus de 50 salariés sous 85 points deux années de suite, transparence des salaires par poste	Loi	Parlement
12.3	Congé paternité porté à 3 mois, dont 1 mois obligatoire, indemnisé à 100% jusqu'à 2 fois le SMIC	Loi de financement de la Sécurité sociale	Parlement
12.4	Changement de prénom et de mention de sexe à l'état civil sur simple déclaration en mairie, sans passage devant un juge	Loi	Parlement
12.5	Reconnaissance automatique de l'enfant né d'un couple de femmes par PMA, sans procédure notariale	Loi	Parlement

QUI DÉCIDE : FRANCE, PARLEMENT, EUROPE

#	MESURE	VÉHICULE	QUI DÉCIDE
12.6	Circonstance aggravante LGBTphobe systématiquement recherchée et retenue lorsqu'elle est établie, observatoire national des discriminations, formation des forces de l'ordre à l'accueil des victimes	Loi	Parlement
13.1	Recentralisation partielle de l'ASE : standards nationaux obligatoires, contrôle d'État, financement garanti par l'État	Loi	Parlement
13.2	Contrat jeune majeur prolongé jusqu'à 25 ans (vs arrêt brutal à 18-21 ans) : logement, formation, accompagnement	Loi	Parlement
13.3	Tribunal spécialisé pédocriminalité dans chaque cour d'appel : magistrats formés, délais de jugement < 12 mois	Loi	Parlement
13.4	Fichier national des agresseurs sexuels sur mineurs renforcé : contrôle automatique pour tout emploi au contact d'enfants	Loi	Parlement
13.5	10 000 places d'accueil supplémentaires (familles + petites unités, fin des hôtels et foyers surpeuplés)	Loi de finances	Parlement
13.6	Revenu décent pour les familles d'accueil : statut de salarié, formation continue, rémunération revalorisée de 30%	Loi	Parlement
13.7	Programme national de prévention : détection systématique en milieu scolaire (médecins et psychologues scolaires doublés)	Loi de finances	Parlement
13.8	Harcèlement scolaire : protocole national contraignant, responsabilité du chef d'établissement, sanction immédiate	Décret	France
13.9	Vérification d'âge et interdiction réelle sous 15 ans, dans le cadre du DSA et de la solution européenne de vérification d'âge, sanctions contre les plateformes défaillantes	Négociation européenne	Europe
13.10	Pédopsychiatrie : plan d'urgence, doublement des postes, délai max de 4 semaines pour un premier RDV	Loi de financement de la Sécurité sociale	Parlement
14.1	10 000 policiers et gendarmes redéployés du back-office vers le terrain grâce à la numérisation des procédures	Loi de finances	Parlement
14.2	Traitement prioritaire des violences contre les forces de l'ordre et les soignants : comparution immédiate dès que les conditions du code de procédure pénale sont réunies	Loi	Parlement
14.3	Amende forfaitaire délictuelle élargie à 20 infractions supplémentaires	Loi	Parlement
14.4	Norme nationale de formation et d'armement de la police municipale, cofinancée par l'État pour les villes de plus de 20 000 habitants qui la choisissent	Loi	Parlement

QUI DÉCIDE : FRANCE, PARLEMENT, EUROPE

#	MESURE	VÉHICULE	QUI DÉCIDE
14.5	Doublement des effectifs de cybersécurité (police + gendarmerie)	Loi de finances	Parlement
14.6	Revalorisation de 10% des salaires des forces de l'ordre	Loi de finances	Parlement
14.7	Caméras-piétons obligatoires et activées sur toute intervention, enregistrements conservés 6 mois et accessibles au plaignant et à son avocat	Loi	Parlement
14.8	IGPN et IGGN rattachées au Défenseur des droits, enquêteurs indépendants du ministère de l'Intérieur, décisions publiées	Loi	Parlement
14.9	Formation initiale des policiers portée de 8 à 12 mois avec module obligatoire de désescalade et de droits fondamentaux	Décret	France
15.1	Budget de la justice doublé : de 12 à 24 Md€ par an en 2032, en plus de la loi de programmation 2023-2027 déjà votée	Loi de finances	Parlement
15.2	Recrutement de 3 000 magistrats et 5 000 greffiers, en plus des 1 500 magistrats et 1 800 greffiers déjà programmés par la LOPJ 2023-2027	Loi de finances	Parlement
15.3	20 000 places de prison supplémentaires, dont 8 000 livrées dans le quinquennat et 12 000 engagées (six ans par établissement en moyenne), coût de fonctionnement inclus	Loi de finances	Parlement
15.4	Numérisation complète de la chaîne pénale : de la plainte au jugement	Loi de finances	Parlement
15.5	Peines plancher pour les récidivistes de violences aux personnes, sauf décision spécialement motivée du juge	Loi	Parlement
15.6	Réforme des prud'hommes : jugement en 6 mois max, échevinage professionnel obligatoire	Loi	Parlement
15.7	Aide juridictionnelle revalorisée à 100% du coût réel	Loi de finances	Parlement
15.8	Tribunaux spécialisés violences intrafamiliales dans chaque département	Loi	Parlement
16.1	Asile : OFPRA à 90 jours maximum, CNDA à 90 jours maximum pour les recours, avec les rapporteurs, interprètes et locaux correspondants	Loi de finances	Parlement
16.2	Pour les titres de séjour à finalité économique, maintien conditionné à l'emploi, à la recherche active ou à une formation qualifiante, dans le respect des statuts protégés par le droit européen (famille, étudiants, résidents de longue durée)	Loi	Parlement
16.3	Visa entrepreneur simplifié : 30 jours de traitement, titre de 3 ans	Décret	France

QUI DÉCIDE : FRANCE, PARLEMENT, EUROPE

#	MESURE	VÉHICULE	QUI DÉCIDE
16.4	Accords bilatéraux de réadmission avec les 10 premiers pays d'origine (conditionné à l'aide au développement)	Négociation européenne	Europe
16.5	Niveau B1 étendu aux titres pluriannuels (A2 exigé aujourd'hui, B1 déjà pour la carte de résident depuis 2026), cours gratuits financés par l'État	Loi	Parlement
17.1	LPM 2024-2030 actualisée sanctuarisée : trajectoire 2,5% en 2030 exécutée sans gel, report ni réserve de précaution	Loi de finances	Parlement
17.2	Au-delà de la LPM : effort de défense porté à 2,75% du PIB en 2032, priorités munitions, défense sol-air et anti-drones, spatial, drones	Loi de finances	Parlement
17.3	Étape conditionnelle : 3% du PIB en 2032 si le déficit est sous 3% (engagement OTAN 2035 : 5% dont 3,5% de défense et 1,5% de résilience)	Loi de finances	Parlement
17.4	Service national, modèle allemand et scandinave : journée d'évaluation obligatoire pour tous à 18 ans (santé, illettrisme, aptitude, information réserve), service volontaire porté de 10 000 à 50 000 par an avec incitations (trimestres de retraite, priorité CROUS, permis financé, bonification aux concours publics), soit 60 000 € par volontaire tout compris (solde, hébergement, encadrement, équipement)	Loi	Parlement
17.5	Cadre légal de la conscription sélective rétabli et réactivable par décret en cas de menace avérée, sans application en temps de paix	Loi	Parlement
17.6	Munitions : stocks pour 90 jours de haute intensité, production de poudres et d'obus relocalisée	Loi de finances	Parlement
17.7	Commandement cyber doublé : 5 000 cybercombattants	Loi de finances	Parlement
17.8	Dissuasion nucléaire modernisée, hors de tout arbitrage budgétaire	Loi de finances	Parlement
17.9	Liste de 50 technologies critiques avec obligation d'achat français ou européen pour l'État	Loi	Parlement
17.10	Commandement militaire européen intégré avec l'Allemagne, l'Italie et la Pologne, achats groupés	Négociation européenne	Europe
18.1	Mandat de négociation européen pour un Buy European Act : préférence européenne dans les marchés publics de plus de 5 M€	Négociation européenne	Europe
18.2	Renforcement du mécanisme carbone aux frontières, déjà en vigueur : extension aux produits transformés et à l'exportation	Négociation européenne	Europe
18.3	Europe de la défense : mutualisation des budgets R&D défense avec l'Allemagne et l'Italie	Négociation européenne	Europe

QUI DÉCIDE : FRANCE, PARLEMENT, EUROPE

#	MESURE	VÉHICULE	QUI DÉCIDE
18.4	Renégociation de la PAC : redistribution en faveur des petites exploitations (< 50 ha)	Négociation européenne	Europe
18.5	Sécurisation du programme EPR2 déjà engagé (6 réacteurs, 72,8 Md€, premier réacteur 2038) : financement définitif, jalons publics semestriels, plus plan renouvelable et stockage	Loi de finances	Parlement
19.1	Fonds souverain IA de 5 Md€ sur 5 ans (1 Md€/an)	Loi de finances	Parlement
19.2	Régime fiscal deep tech : exonération d'IS pendant 5 ans plafonnée à 2 M€ par entreprise, notifié à la Commission au titre des aides d'État	Loi de finances	Parlement
19.3	100% des démarches administratives réalisables en ligne d'ici 2030, avec accès humain garanti (guichet, téléphone) pour chaque démarche	Loi de finances	Parlement
19.4	Chèque numérique de 5 000€ pour chaque TPE/PME	Loi de finances	Parlement
19.5	Open data obligatoire pour toutes les données publiques non sensibles	Loi	Parlement
19.6	IA d'assistance dans les services publics (santé, justice, éducation) : jamais de décision automatisée, contrôle humain, audit des biais, conformité au règlement IA	Loi	Parlement
19.7	Pré-instruction par IA des permis de construire : conformité au PLU vérifiée en 48 heures, décision humaine motivée, PLU numérisés en format lisible par machine	Décret	France
19.8	Reconduction automatique des droits sans nouvelle demande quand la situation n'a pas changé (CAF, MDPH, bourses, titres de séjour pluriannuels), détection des ruptures de droits par croisement de fichiers	Loi	Parlement
19.9	Zéro re-saisie : une information donnée une fois à une administration n'est jamais redemandée par une autre	Loi	Parlement
20.1	Libération du foncier public : mise à disposition de terrains de l'État à prix coûtant aux constructeurs	Loi	Parlement
20.2	Instruction des permis en 2 mois maximum pour les dossiers conformes au PLU, silence vaut accord, recours abusifs sanctionnés	Loi	Parlement
20.3	PTZ élargi à tous les primo-accédants < 45 ans sans condition de zone	Loi de finances	Parlement
20.4	Plafonnement des loyers indexé sur le revenu médian local (pas sur l'IRL seul)	Loi	Parlement
20.5	Rénovation énergétique : 500 000 logements/an (MaPrimeRénov' doublée et simplifiée)	Loi de finances	Parlement

QUI DÉCIDE : FRANCE, PARLEMENT, EUROPE

#	MESURE	VÉHICULE	QUI DÉCIDE
20.6	Objectif de production : 400 000 logements par an dont 120 000 sociaux, densification autorisée de droit à 300 mètres des gares et transports en commun, taxation des logements vacants triplée dans les zones tendues	Loi	Parlement
21.1	Régime universel à points (1 € cotisé = mêmes droits), transition sur 30 ans, droits acquis garantis, simulation générationnelle publiée avant le vote	Loi	Parlement
21.2	Âge légal maintenu à 64 ans, mais départ possible à 60 ans avec 44 annuités validées (carrières longues)	Loi de financement de la Sécurité sociale	Parlement
21.3	Pension minimale à 1 200€ net pour toute carrière complète	Loi de financement de la Sécurité sociale	Parlement
21.4	Retraite progressive, déjà ouverte à 60 ans depuis 2025 : rendue automatique sur simple demande, sans accord de l'employeur pour les temps partiels à 80%	Loi de financement de la Sécurité sociale	Parlement
21.5	Suppression des régimes de retraite chapeau pour les mandataires sociaux d'entreprises aidées par l'État	Loi	Parlement
21.6	Pilier de capitalisation collective facultatif, géré par la Caisse des dépôts, abondé par l'employeur à la demande du salarié, greffé sur le régime à points	Loi	Parlement
22.1	Loi Egalim renforcée : prix plancher garanti par filière, contrôles renforcés (sanctions x10)	Loi	Parlement
22.2	50% de produits de saison, de qualité et en circuit court dans la restauration collective, critères compatibles avec le droit de la commande publique	Loi	Parlement
22.3	Exonération totale de charges pour les 3 premières années d'installation d'un jeune agriculteur	Loi de financement de la Sécurité sociale	Parlement
22.4	Simplification des normes : alignement sur les standards européens, pas de surtransposition	Loi	Parlement
22.5	Fonds souveraineté alimentaire : 1 Md€/an pour la R&D agricole, la robotique, et les circuits courts	Loi de finances	Parlement
22.6	Interdiction des pesticides classés CMR1 (cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques avérés) en 3 ans, CMR2 en 6 ans, fonds de transition pour les agriculteurs	Loi	Parlement
22.7	Zones sans traitement de 150 mètres autour des écoles, crèches, maisons de retraite et habitations (5 à 20 mètres aujourd'hui), compensation des surfaces perdues	Décret	France
22.8	Fonds d'indemnisation des victimes de pesticides étendu aux cancers pédiatriques et aux riverains, présomption de causalité pour les maladies reconnues par l'Inserm	Loi	Parlement

QUI DÉCIDE : FRANCE, PARLEMENT, EUROPE

#	MESURE	VÉHICULE	QUI DÉCIDE
22.9	Clauses miroirs : interdiction d'importer tout produit agricole traité avec une substance interdite en Europe, contrôles aux frontières renforcés	Négociation européenne	Europe
23.1	Bonus véhicule électrique jusqu'à 10 000€ pour les ménages modestes, supprimé au-dessus de 3 fois le revenu médian	Loi de finances	Parlement
23.2	Fret ferroviaire : doublement du réseau et des capacités	Loi de finances	Parlement
23.3	Interdiction du plastique à usage unique d'ici 2030	Loi	Parlement
23.4	Plan massif rénovation thermique (500 000 logements/an, voir section Logement)	Loi de finances	Parlement
23.5	Taxe kérosène sur les vols intérieurs < 500km (hors correspondances)	Loi de finances	Parlement
23.6	1 milliard d'arbres plantés en 10 ans	Loi de finances	Parlement
23.7	Plan eau : 20% de fuites en moins sur les réseaux en cinq ans (1 litre sur 5 est perdu aujourd'hui), réutilisation des eaux usées traitées portée de 1% à 10%, stockage hivernal encadré	Loi de finances	Parlement
23.8	Plan canicule : végétalisation et désimperméabilisation des cours d'école et des centres-villes, îlots de fraîcheur à moins de 300 mètres de chaque logement en zone urbaine, adaptation des EHPAD et hôpitaux	Loi de finances	Parlement
23.9	Inondations et littoral : plans de prévention actualisés sur les cartes 2050, fonds Barnier doublé, relocalisation accompagnée des habitations menacées par le recul du trait de côte	Loi de finances	Parlement
24.1	Suppression de l'octroi de mer sur les produits de première nécessité, compensation intégrale aux collectivités	Loi de finances	Parlement
24.2	Plan eau : réseaux de Guadeloupe et Mayotte reconstruits en 5 ans	Loi de finances	Parlement
24.3	Continuité territoriale : un aller-retour vers la métropole à 300€ maximum par an et par personne	Loi de finances	Parlement
24.4	Mayotte : plan d'urgence État (école, santé, sécurité, eau) piloté depuis Matignon	Loi de finances	Parlement
24.5	Une maison France Services complète par canton rural : poste, CAF, impôts, médecin, permanence sociale	Loi de finances	Parlement
24.6	Budget participatif national : 1 milliard sur 5 ans pour des projets locaux votés par les habitants	Loi de finances	Parlement

QUI DÉCIDE : FRANCE, PARLEMENT, EUROPE

#	MESURE	VÉHICULE	QUI DÉCIDE
24.7	Statut d'autonomie renforcé pour la Corse, la Polynésie et la Nouvelle-Calédonie, négocié par référendum local	Constitution	Parlement
25.1	Fin de l'impunité pour la discrimination à l'embauche : testing annuel obligatoire des entreprises de plus de 250 salariés sur cinq critères (origine, sexe, âge, handicap, adresse) par un organisme indépendant, résultats publics, sanction de 1% du chiffre d'affaires (3% en récidive), exclusion des marchés publics pendant 3 ans, action de groupe ouverte aux associations sans mandat individuel	Loi	Parlement
25.2	Mentorat républicain : chaque lycéen de QPV parrainé par un professionnel	Loi de finances	Parlement
25.3	Index mobilité sociale obligatoire pour les entreprises > 250 salariés (sur le modèle de l'index égalité H/F)	Loi	Parlement
25.4	Zéro zone blanche numérique d'ici 2030 : fibre ou satellite partout	Loi de finances	Parlement
25.5	Micro-crédit entrepreneurial à taux zéro pour les créateurs issus de QPV (<30K€)	Loi de finances	Parlement
26.1	Fusion intercommunalité-département en une seule collectivité, transfert des agents et des compétences par la loi (art. 72), dotations qui suivent les compétences	Loi	Parlement
26.2	Non-remplacement d'un départ à la retraite sur trois dans l'administration centrale et les opérateurs (hors santé, éducation, sécurité, justice)	Loi de finances	Parlement
26.3	Numérisation de 100% des process administratifs internes	Décret	France
26.4	Audit indépendant de chaque ministère avec publication des résultats	Décret	France
26.5	Fusion ou suppression d'un tiers des 434 opérateurs de l'État, liste nominative publiée en année 1, coûts de fermeture provisionnés	Loi	Parlement
26.6	Plafonnement des rémunérations publiques à 15x le SMIC	Loi	Parlement
26.7	Revue générale des 30 Md€ de subventions de l'État : suppression de toute subvention sans évaluation d'impact publiée dans les 24 mois	Loi de finances	Parlement
26.8	Audiovisuel public : fusion de France Télévisions, Radio France et France Médias Monde en une holding unique, plafond de dépenses, mutualisation des rédactions régionales	Loi	Parlement
26.9	Lutte contre la fraude sociale et fiscale : croisement automatique des fichiers CAF, URSSAF, DGFIP et Assurance maladie, contrôle des résidences fictives, objectif 7 Md€ récupérés en plus des 15 actuels	Loi	Parlement

QUI DÉCIDE : FRANCE, PARLEMENT, EUROPE

#	MESURE	VÉHICULE	QUI DÉCIDE
26.10	Dotation globale de fonctionnement conditionnée à la stabilité des effectifs des collectivités de plus de 10 000 habitants	Loi de finances	Parlement

LES DOUZE INDICATEURS NATIONAUX

Publiés chaque trimestre par un service statistique indépendant, avec la valeur de départ constatée en 2027, la cible 2032 et l'écart. Un ministère ne dira plus seulement combien il a dépensé : il dira ce qu'il a obtenu.

DOMAINE	INDICATEUR
Pouvoir d'achat	Gain net mensuel médian des bénéficiaires de la baisse de cotisations
École	Maîtrise du français et des mathématiques en fin de CM1 et de 3e
Santé	Français sans médecin traitant et délai médian pour un spécialiste
Justice	Délai médian de jugement
Sécurité	Délai d'intervention et taux d'élucidation
Emploi	Emploi durable à 12 mois des sortants du RSA et du chômage
Logement	Logements livrés par an
Handicap	Délai moyen MDPH
Enfance	Jeunes sortant de l'ASE sans logement ni formation
Écologie	Tonnes de CO ₂ évitées par euro public
Administration	Coût de gestion par démarche et délai moyen
Budget	Déficit et dette réels vs trajectoire, économies réalisées vs annoncées

PAR CHAPITRE

CHAPITRE	INDICATEURS DE RÉSULTAT
I Institutions & Démocratie	Participation aux législatives ; référendum constitutionnel tenu en année 2 ; part de bulletins blancs comptabilisés
II Plan France 2040	Part de l'industrie dans le PIB ; jalons des dix objectifs tenus ; investissement public du Fonds Plan 2040 exécuté
III Pouvoir d'achat	Gain net mensuel médian des bénéficiaires ; part des ménages sous le seuil de pauvreté après transferts
IV Travail & Emploi	Emploi durable à 12 mois des sortants du chômage et du RSA ; ratio conseiller/demandeur ; délai moyen de retour à l'emploi
V Entreprise & Compétitivité	Délai moyen des formalités ; délais de paiement moyens ; créations d'emplois nets dans les PME
VI Éducation & Formation	Maîtrise du français et des mathématiques en fin de CM1 et de 3e ; écart REP/hors REP ; taux de démission des enseignants
VII Enseignement supérieur & Recherche	Part d'étudiants sous le seuil de pauvreté ; dépense publique de R&D en % du PIB ; bacheliers sans affectation en septembre
VIII Santé	Français sans médecin traitant ; délai médian pour un spécialiste ; patients plus de 12h sur brancard
IX Sport, Prévention & Santé Publique	Part d'enfants en surpoids en CP et 6e ; délai premier rendez-vous psychologue ; part d'adultes atteignant les recommandations d'activité

CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE

AVANT L'ÉLECTION

annexe budgétaire ligne par ligne, fiche juridique par réforme (décret, loi, loi de finances, Constitution, négociation européenne), rebasage sur les comptes 2026, avant-projet constitutionnel, annexe actuarielle des retraites par génération, plans de recrutement et de formation par métier (médecins, infirmiers, enseignants, magistrats, AESH, aides à domicile), arbitrages publics sur la tranche ferme.

100 PREMIERS JOURS

audit des finances, convention constituante installée, transparence totale des élus, mesures à coût zéro (formalités en 24h, délais de paiement à 30 jours, tolérance zéro violences, protocole harcèlement scolaire, cadre légal de la conscription sélective, semaine de 4 jours à durée égale, caméras-piétons).

ANNÉE 1

pouvoir d'achat, cumul chômage-activité, accompagnement RSA et France Travail, loi grand âge, AESH fonctionnaires, revalorisation enseignants, soignants et forces de l'ordre, ratios hospitaliers, tribunaux spécialisés, recentralisation ASE, plan Mayotte, testing anti-discrimination, violences faites aux femmes, zones sans pesticides, sport sur ordonnance, service national volontaire à 20 000.

ANNÉES 2 ET 3

référendum constitutionnel, retraites après simulation générationnelle, fusion des échelons administratifs, logement, immigration, grands chantiers (EPR2 sécurisés, prisons, campus métiers, CROUS, équipements sportifs), doublement budget justice, effort de défense au-delà de la LPM, interdiction des pesticides CMR1.

ANNÉES 4 ET 5

déficit sur la courbe B ou C selon les arbitrages publiés avant l'élection, déclenchement mesure par mesure de la tranche conditionnelle (enseignants étape 2, IS à 20%, défense 3%, bonus VE, PTZ), évaluation indépendante de chaque mesure, bilan public.

LES DIX DÉCISIONS DES 100 PREMIERS JOURS

1. Audit indépendant des finances publiques et de chaque ministère, résultats publics
2. Convention constituante installée
3. Agenda, dépenses et votes de chaque élu et ministre en open data
4. Formalités d'entreprise en 24 heures, factures payées sous 30 jours
5. Cumul intégral chômage et revenus d'activité (décret)
6. Semaine de 4 jours à durée égale ouverte à la demande du salarié
7. Caméras-piétons activées sur toute intervention
8. Zones sans pesticides à 150 mètres des écoles et habitations (décret)
9. Protocole national harcèlement scolaire, responsabilité du chef d'établissement
10. Cadre légal de la conscription sélective déposé au Parlement

SOURCES PAR CHAPITRE

CHAPITRE	SOURCES
I Institutions & Démocratie	Conseil constitutionnel, ministère de l'Intérieur (résultats électoraux), Assemblée nationale (usage du 49.3)
II Plan France 2040	France Stratégie, INSEE (industrie 11% du PIB), Commissariat général du Plan 1946-2006 (archives), Cour des comptes
III Pouvoir d'achat	INSEE (comptes des ménages), DGFiP, Cour des comptes (revue des taxes à faible rendement)
IV Travail & Emploi	DARES, Unédic, France Travail, Cour des comptes (RSA)
V Entreprise & Compétitivité	INSEE, Banque de France (délais de paiement), URSSAF, DGE
VI Éducation & Formation	DEPP (évaluations nationales), OCDE PISA 2022, Cour des comptes (rémunérations enseignantes)
VII Enseignement supérieur & Recherche	MESR-SIES (dépense de R&D 2023 : 0,74% du PIB public), OVE, CNOUS
VIII Santé	DREES (242 200 médecins actifs en 2026), Assurance maladie, ATIH, Samu-Urgences de France
IX Sport, Prévention & Santé Publique	Santé publique France, Inserm (coût de l'inactivité), ANSES, DREES
X Grand âge & Dépendance	CNSA, DREES (1,53 M de prestations dépendance fin 2024), Cour des comptes (EHPAD)
XI Handicap	CNSA, DREES (1,4 M d'allocataires AAH), Agefiph, Défenseur des droits
XII Femmes, LGBT+ & Égalité des Droits	Ministère de l'Intérieur (violences conjugales), ministère de la Justice, INSEE, DILCRAH
XIII Enfance & Protection des Mineurs	DREES (ASE : 11,2 Md€ de dépenses départementales 2024), ONPE, ministère de la Justice, CIIVISE
XIV Sécurité	SSMSI (ministère de l'Intérieur), IGPn, Défenseur des droits, Cour des comptes
XV Justice	Ministère de la Justice (89 500 détenus au 1er juillet 2026), CEPEJ, LOPJ 2023-2027
XVI Immigration	OFPRA (5,4 mois en 2025), CNDA (5,5 mois), ministère de l'Intérieur (377 000 premiers titres en 2025)
XVII Défense & Souveraineté	LPM 2024-2030 actualisée 2026 (36 Md€, 2,5% en 2030, 80 000 réservistes), ministère des Armées, IFRI
XVIII Europe & Énergie	Commission européenne, EDF (EPR2 : 72,8 Md€, premier réacteur 2038), RTE, CRE
XIX Numérique & IA	DINUM, CNIL, ANSSI, règlement européen sur l'IA, Défenseur des droits (non-recours)
XX Logement	SDES (ministère du Logement), Fondation Abbé Pierre, ANAH, Observatoires des loyers
XXI Retraites	COR juin 2026 (déficit 5,1 Md€ en 2025, 6,8 Md€ en 2030), DREES, CNAV
XXII Agriculture, Alimentation & Pesticides	Agreste, MSA, Inserm (expertise pesticides 2021), ANSES, Santé publique France (Géocap)
XXIII Écologie, Transition & Adaptation	CITEPA, SDES, ADEME, Haut Conseil pour le climat
XXIV Outre-mer & Territoires	INSEE outre-mer, Cour des comptes (eau en Guadeloupe), ANCT

POUR UNE
FRANCE QUI
GAGNE

ENSEMBLE, DEMAIN.

